Marseille : la police à l'œuvre

Un CRS tue un jeune de 17 ans

P.5

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 647 - 25 octobre 1980 - prix : 5 F

Après les déclarations de Stoléru :

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE

P.7

MANUFRANCE EN LIQUIDATION :

c'est le capitalisme qu'il faut liquider !

Quand Rocard prend les devants

P.3

M 6189 - 647 - 5 F

sommaire

En France

Page 4 :
— **Après l'attentat de la rue Copernic : l'extrême-droite de l'appareil d'Etat ; un Bonnet contre deux képis**
— **Condamnation de Frederiksen.**

Page 5 :
— **Marseille : un CRS tue un jeune de 17 ans.**

Page 7 :
— **Les travailleurs n'ont pas de patrie !**
— **Les mesures contre les travailleurs immigrés depuis 1974.**

Pages 12 à 15 :
— **Dans les entreprises : Rhône-Poulenc (Vitry) ; Manufrance ; Rhône-Poulenc (Pont de Claix) ; Hôpitaux parisiens ; CHR Bordeaux ; Renault.**

Pages 10 et 11 :
— **Les animaux malades de la rentabilité à tout prix.**
— **Comment les animaux supportent-ils l'élevage en batterie ?**

Dans le monde

Page 8 :
— **Grande-Bretagne : la succession de Callaghan : manœuvres et hypocrisies.**
— **Irlande du Nord : la grève des prisonniers républicains.**
— **Cisjordanie : deux maires palestiniens expulsés par les autorités israéliennes.**

Page 9 :
— **Italie : on prend les mêmes et on recommence...**
— **Fiat : les dirigeants syndicaux face à l'amertume des travailleurs.**
— **Corée du Sud : malgré la dictature, les étudiants manifestent.**

Divers

Pages 16 et 17 :
— **Livres : *L'Afrique étranglée* de René Dumont et Marie-France Mottin ; *Les figurants* de François Weyergans ; *La grimace* d'Henrich Böll ; *Médecin de la liberté* de Paul Milliez ; *L'Occident devant la Révolution soviétique* de Marc Ferro.**
— **Exposition : L'image sacrée en Thaïlande.**

Page 18 :
— **Aux Dossiers de l'écran : les assassinats politiques.**
— **Théâtre : *Le malade imaginaire* de Molière.**
***Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ?* de Nâzim Hikmet.**

Page 19 :
— **Films : *Un mauvais fils* de Claude Sautet ; *Mourir à tue-tête* d'Anne-Claire Poirier ; *Sauve qui peut (la vie)* de Jean-Luc Godard ; *Le trou noir* ; *Les chemins de la nuit* de K. Zanussi.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Composition : PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Ceux qui tuent pour 150 F, et les autres...

Deux hommes, Jean-Luc Rivière et Mohamed Chara, viennent d'être condamnés à mort par la cour d'assises du Pas-de-Calais, pour le meurtre d'une jeune femme et de sa fillette de 5 ans.

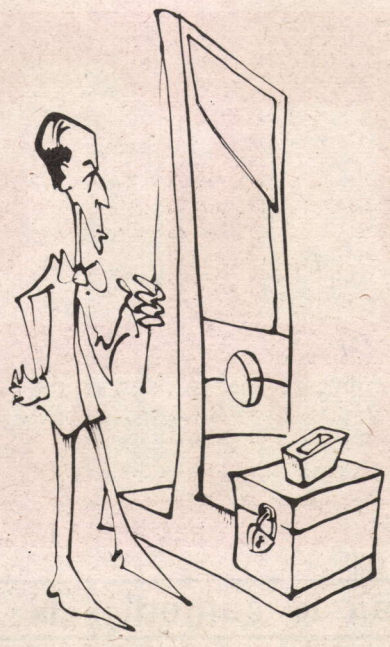
Leur crime est horrible. Mais qu'est-ce que cela changera s'ils sont exécutés, alors que cette société laisse en liberté des tortionnaires, des assassins et des irresponsables, qui ont bien plus de victimes et de morts à leur actif ?

Si la Cour de cassation ne casse pas le procès, c'est Giscard d'Estaing qui accordera ou pas sa grâce.

Giscard, lui, avait déclaré lors de son élection en 1974 son *« aversion profonde pour la peine de mort »*. Seulement, depuis, il a bien grâcié quatre condamnés, mais refusé la grâce pour Christian Ranucci en juillet 1976, pour Jérôme Carrein en juin 1977 et pour Hamida Djandoubi en septembre 1977.

S'il a à se prononcer cette fois-ci, que fera-t-il ?

Son électorat le plus réactionnaire, et bien des gens au sein de l'appareil d'Etat, de la police, parmi les gardiens de prison, sont pour la peine de mort.



Alors, tuer pour 150 F et un paquet de cigarettes, comme l'ont fait Rivière et Chara, c'est crapuleux, c'est ignoble, cela nous révolte. Mais que dire si demain deux têtes tombent... pour quelques voix de plus aux élections ?

F.F.

L'armée nous pompe l'air... et l'essence

A en croire les journaux, il manquerait un milliard de francs au budget combustibles de l'armée. Le haut état-major doit être angoissé : un tank sans essence, c'est un peu comme un adjudant privé de son gros rouge, ça n'avance plus.

C'est sans doute pourquoi, par divers tripatouillages budgétaires, on a déjà rajouté 600 millions aux 2 058 millions du budget carburants de l'armée. On a aussi annoncé qu'une nouvelle rallonge de 500 millions sera probablement demandée au Parlement.

Ainsi, en 1980, l'armée aura englouti plus de 3,1 milliards de carburants pour que tournent les AMX et autres Mirage et pour que les généraux puissent jouer à la guerre sans se priver à chaque nouvelle grande manœuvre. Pour 1981, le budget prévu pour le carburant de l'armée est déjà de 86 % supérieur à celui initialement prévu pour 1980, atteignant 3 840 millions, soit onze fois ce que la campagne sur les économies d'énergie a permis d'économiser dans les transports en un an (348 millions en 1979, qui est le dernier chiffre connu), ou encore plus de deux fois ce qui a été économisé (1 798 millions) depuis le début de cette campagne.

Quand on voit la note pour un plein, il y a de quoi vous donner envie d'attraper le premier galonné venu pour, juste retour de manivelle, l'obliger à faire... quelques pompes !

Roger MEYNIER

Devinette

Qu'est-ce qui, en vingt ans, a coûté 222 milliards de francs, qui coûtera environ 122 milliards pour se moderniser dans les vingt années à venir, mais dont on est tout de même très heureux que ça n'ait jamais servi ? La force de frappe française.

Et avec ces 222 milliards, qu'aurait-on pu faire ? Doubler pendant 500 ans le budget de la recherche médicale.

Question subsidiaire à tous les partis qui, du RPR au PC en passant par le PS et les giscardiens se déclarent partisans de la force de frappe : qu'est-ce qui aurait été le plus utile ?

Les temps sont durs

Les profits des vingt plus grosses sociétés installées en France ont augmenté de 48 % en un an (de 1978 à 1979), passant de 55,8 à 82,6 milliards de francs. Ces chiffres sont publiés dans le numéro d'octobre de la revue **Economie et politique** (éditée par le PCF). Il s'agit des profits « bruts », c'est-à-dire avant impôts, provisions, amortissements, etc.

Ce sont les compagnies pétrolières — qui s'en étonnera ? — dont les profits ont grimpé le plus : + 653,7 % pour BP, + 197,6 % pour Esso, + 77,1 % pour la Compagnie Française des Pétroles et + 69,7 % pour Elf-Aquitaine. Vient ensuite un peloton dans lequel se distinguent Péchiney-Ugine-Kuhlmann (+ 56,3 %), Rhône-Poulenc (+ 35.9 %), les Ciments Lafarge (+ 30,3 %), etc.

Cette augmentation record des profits des grandes sociétés contraste avec l'aggravation — record elle aussi — du chômage, puisque les chiffres officiels (et largement sous-estimés) ont, pour la première fois, cet automne, dépassé le million et demi de demandeurs d'emploi. Barre ressasse que la solution au chômage, c'est que les entreprises fassent des profits, que les profits d'aujourd'hui sont les emplois de demain ! Mais on n'a guère vu, en 1980, des emplois créés par les profits de 1979.

Ne serait-ce pas alors plutôt les suppressions d'emploi d'aujourd'hui qui créent... les profits supplémentaires de demain.

J.-L. C.

Le Sénat retourne sa jaquette

Le Sénat vient de repousser l'amendement qu'il avait voté en juin 1978. Cet amendement prévoyait la suppression de toute discrimination dans la répression des « attentats à la pudeur » pour fait d'homosexualité. Il avait déjà été rejeté en avril dernier par la Chambre des députés qui avait adopté le texte suivant : « *Quiconque aura commis un acte impudique ou contre-nature avec un individu mineur du même sexe sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 60 à 20.000 francs* ». Pour les hétérosexuels, la majorité est fixée à 15 ans alors que pour les homosexuels, elle l'est donc à 18 ans. C'est bien d'une mesure discriminatoire qu'il s'agit.

Bravo pour le libéralisme de ces sénateurs « évolués ». Les limites de leur libéralisme commencent là où ils rencontrent l'opinion de la France profonde...ment réactionnaire.

O.D.

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Manufrance en liquidation :

C'est le capitalisme qu'il faut liquider

LE tribunal de commerce de Saint-Etienne a donc prononcé « à contrecœur », mercredi, la liquidation des biens de la Nouvelle Société Manufrance.

Ainsi, malgré les trois ans de lutte des travailleurs de Manufrance et les trois ans d'efforts de la municipalité communiste de Saint-Etienne pour sauver l'entreprise, il est question que les 1 800 travailleurs de Manufrance qui avaient jusque-là été épargnés par les différents plans de « sauvegarde » précédents, avec leurs cortèges de licenciements, soient à leur tour jetés à la rue. Et dans ce cas ils rejoindraient les 730 ouvriers licenciés par Creusot-Loire l'année dernière, les 250 ouvriers des aciéries Furan qui ont fermé, ceux de la fonderie SEFAMEC, de l'usine d'armement Gauchet, de l'usine Garin qui ont été mises en règlement judiciaire, comme les 200 employés en bonneterie de l'entreprise Goutille, à Roanne, qui a déposé son bilan en juillet dernier. Et ceci, pour ne parler que de la liste, trop bien connue à Saint-Etienne, des entreprises qui viennent de fermer leurs portes ces derniers mois dans cette seule région.

La municipalité communiste de Saint-Etienne a eu beau consacrer des crédits municipaux à soutenir Manufrance, a eu beau offrir des garanties financières aux hommes d'affaires qui consentiraient à prêter de l'argent, rien de sérieux n'est venu. Quelques hommes d'affaires véreux ou des escrocs en mal de publicité sont bien venus renifler l'affaire, histoire de prolonger le suspens. Mais on n'a jamais vu les millions promis ! Quant au gouvernement, il a refusé les 150 millions de prêts jugés nécessaires par le maire de Saint-Etienne pour remettre l'entreprise à flot.

Or ce n'est évidemment pas de l'Etat qu'il faut attendre une solution. Les menaces sur l'emploi, les licenciements ne sont pas son problème. Sinon, il ne diminuerait pas les emplois dans les services publics, qui dépendent de lui. Et il se fiche pas mal de l'avenir des travailleurs de Manufrance, et ne se soucie pas de renflouer des entreprises dont aucun capitaliste ne veut. Il est exclusivement au service des grands capitalistes, des trusts, de ceux qui justement traversent la crise en s'enrichissant.

Il n'y a rien à attendre de la droite et de la bourgeoisie. Ces gens n'aident que les riches et les gagnants, jamais les pauvres ni les perdants.

Le Parti Communiste, lui, a laissé penser depuis trois ans qu'il y avait une solution. Il a voulu démontrer que Manufrance était « viable » ; qu'avec une meilleure gestion on pouvait faire tourner avec profit l'entreprise ; qu'il n'y avait pas crise, mais simplement volonté de « casser » Manufrance.

Mais cela ne sert à rien de nier la réalité de la crise économique. A Saint-Etienne, la municipalité de gauche, malgré tous ses efforts, n'a pas réussi à convaincre les capitalistes et les banques d'investir dans une entreprise où ils jugeaient qu'ils ne pouvaient pas gagner assez d'argent, car eux savent calculer leur intérêt.

Et ce qui n'a pas été possible à Saint-Etienne, à plus forte raison ne le serait pas plus à l'échelle du pays. Et cela n'aurait aucun sens.

La politique du PCF est de faire croire qu'il suffit d'avoir des hommes de bonne volonté au gouvernement, des hommes de gauche, capables de faire fonctionner plus efficacement le système, pour conjurer la crise et le chômage.

Mais c'est faux.

Les travailleurs n'échapperont pas au chômage en tentant de présenter sous son meilleur jour, à la convoitise des exploiteurs, l'entreprise où ils travaillent.

Faire croire aux travailleurs qu'ils pourrront éviter les effets de la crise économique, inhérente au capitalisme, par une meilleure gestion est le plus sûr moyen de les engager sur une voie de garage. Il y a, à l'heure actuelle, un million et demi de chômeurs en France. Cela veut dire qu'il y a des dizaines de Manufrance dans tout le pays.

Et si le PCF représentait vraiment, comme il le prétend, les intérêts ouvriers, il ne poserait pas la question de savoir si Manufrance ou d'autres entreprises capitalistes sont viables ou pas. Il œuvrerait à une offensive générale contre la société capitaliste. Car c'est la société capitaliste dans son ensemble qui n'est plus viable, et c'est avec cette société, qui crée la pauvreté au sein de l'abondance, qu'il faut en finir.

QUAND ROCARD PREND LES DEVANTS

Dimanche 19 octobre, Rocard a donc annoncé officiellement son intention d'être candidat à l'élection présidentielle ; ou, plus exactement, il a annoncé sa candidature à être le candidat du Parti Socialiste. Mais, en ameutant la presse, en annonçant à l'avance qu'il allait *« s'adresser au pays »*, l'intention de Rocard était évidemment de forcer la main à son parti.

Il peut sans doute compter sur des atouts non négligeables pour obtenir l'investiture du PS. Divers sondages effectués récemment lui donnent une avance non négligeable sur Mitterrand. Mais de tels sondages sont fort peu significatifs. Même s'ils étaient un reflet assez fidèle de l'opinion actuelle de l'électorat, ils ne prouveraient pas forcément que le député des Yvelines serait un meilleur candidat que Mitterrand pour les socialistes. Si ce dernier a une cote moins favorable, ce n'est pas uniquement parce qu'il est un politicien plus usé ; c'est aussi parce qu'il est actuellement la cible de toutes les attaques, et en particulier de celles du Parti Communiste. Rocard, passant du stade d'outsider à celui de candidat officiel du PS, entrerait à son tour dans la ligne de mire du PC. Et rien ne dit que son personnage résisterait mieux que celui de Mitterrand à un tir prolongé.

Rocard est connu pour avoir une politique, ou plus exactement un langage différent de celui de Mitterrand, plus à droite. Il propose plus ouvertement que Mitterrand l'idée que le PS doit chercher à se passer du PC. En annonçant sa candidature, comme il l'a fait, par-dessus la tête du Parti Socialiste, il se présente sur la base de sa propre plate-forme, et il ne laisse au parti que la choix de le rallier ou pas.

La balle est donc maintenant dans le camp de Mitterrand, qui doit en principe annoncer ses intentions avant dimanche prochain. Or, pour lui, il aurait été certainement plus facile d'accepter de passer la main à Rocard, tout au moins pour les élections de 1981, si cela s'était fait dans le cadre des instances normales du parti, et donc dans le cadre du « projet socialiste » et, officiellement du moins, dans la stratégie de l'Union de la gauche. Mitterrand aurait même pu trouver des avantages à le faire, ou tout au moins des raisons de s'y résigner. En effet le candidat socialiste, quel qu'il soit, risque de faire en 1981 un score nettement inférieur à celui de 1974 (ce qui est évident pour le premier tour, mais ce qui risque d'être vrai aussi pour le second), si même le candidat socialiste passe la barre du premier tour. Et Mitterrand aurait peut-être pu préférer laisser courir ce risque à un autre.

Mais en prenant les devants, en annonçant sa candidature devant l'ensemble du pays, Rocard peut espérer non seulement imposer sa candidature au parti, mais l'imposer sans avoir lui-même les mains liées par les positions officielles du parti, c'est-à-dire celles de Mitterrand.

Pourtant la politique que propose Rocard peut récupérer de nombreuses adhésions parmi les cadres du Parti Socialiste. D'abord parce qu'elle est fondamentalement la même que celle de Mitterrand. Tout le monde savait pertinemment, même aux meilleurs moments de l'Union de la gauche, que l'alliance avec les communistes n'était pour Mitterrand qu'un marche-pied pour arriver au pouvoir, et qu'une fois parvenu là il pouvait fort bien ne leur donner que des strapontins ministériels de second plan, ou même se débarrasser d'eux pour gouverner avec le centre. Mitterrand ne pouvait pas le dire ouvertement sans rompre la coalition électorale. Mais le PCF lui-même le savait. C'est d'ailleurs en fonction de cette éventualité que le PCF ne pouvait pas accepter d'être laminé au profit du PS, fût-ce dans le cadre d'une victoire de l'Union de la gauche.

Dès le lendemain des élections législatives de 1978, Rocard a choisi comme axe de sa politique de dire tout haut qu'il faut faire ce que Mitterrand voulait faire sans le dire. Il est possible que bien des cadres socialistes, surtout dans le contexte de la polémique actuelle avec le PC, jugent que ce langage serait plus payant que celui de Mitterrand. C'est pourquoi Rocard peut fort bien obtenir l'investiture du Parti Socialiste.

Ne serait-ce que pour éviter que Rocard puisse faire le choix de rester en lice — même si Mitterrand est désigné officiellement par le Parti Socialiste —, ce qui pourrait aboutir à faire passer Marchais devant l'un et l'autre...

En tout cas, même si on ne sait pas ce que sera la bataille des présidentielles, celle d'avant les présidentielles est rude et les concurrents ne se font pas de cadeaux. Et, au sein du PS, cela n'est même pas, pour ceux qui briguent l'investiture, une bataille pour la présidence de la République, mais seulement, en réalité, pour la direction du Parti Socialiste. Mais c'est celui qui gagnera cette bataille qui aura le plus de chances de voir Giscard lui accorder, éventuellement, une petite place dans la nouvelle majorité gouvernementale qu'il formera après les présidentielles de 1981.

Olivier BELIN

Après l'attentat de la rue Copernic

L'extrême-droite de l'appareil d'Etat

Comme s'il fallait une preuve pour démontrer que, contre l'extrême-droite, la police et l'appareil d'Etat ne feront rien, Bonnet se paye le luxe d'attaquer en justice les deux syndicalistes, José Deltorn et Henri Buch, pour avoir déclaré qu'il y avait des membres de la police affiliés à l'extrême-droite.

Compter sur la police, ou plus généralement sur l'appareil d'Etat (armée, justice, administration, police), pour détruire l'extrême-droite, est un leurre, et leurs actes le prouvent.

C'est que l'appareil d'Etat, et en particulier la police, est gangrené par le racisme et des comportements fascistes, des mœurs policières brutales qui ont des racines profondes et qui ne datent pas d'hier.

C'est la même « police républicaine » qui, après avoir été aux ordres du gouvernement du Front Populaire, passa à ceux du gouvernement de Vichy. Ce sont les mêmes policiers qui acceptèrent d'arrêter et firent déporter 13 000 Juifs, dont 4 051 enfants, lors de la Rafle du Vel'd'Hiv', le 16 juillet 1942.

Plus près de nous, sous la Ve République et De Gaulle, ce sont ces policiers républicains qui exécutèrent le 17 octobre 1961, en pleine guerre d'Algérie, un gigantesque pogrom raciste en plein Paris. A cette date, le FLN avait appelé à manifester pacifiquement contre le couvre-feu imposé dans la région parisienne à la population algérienne, et à elle seule. Des dizaines de milliers d'Algériens venant des banlieues ouvrières, des hommes, des femmes, des enfants, formaient des cortèges dans Paris. Des centaines d'Algériens (200 morts et 400 disparus, selon la fédération de France du FLN), furent massacrés par une police déchaînée. Cinquante furent assassinés de sang-froid dans la cour même de la Préfecture de Police. Des milliers d'autres furent parqués et battus, laissés sans soins ni nourriture au Parc des Expositions de la Porte-de-Versailles. On ne put même pas recenser les blessés et pendant plusieurs jours on repêcha des cadavres d'Algériens dans la Seine.

Cela se passait il y a 19 ans. Il n'y eut jamais de poursuites, jamais de sanctions ; et certains sont sans doute toujours en fonction.

C'est que le passé vichyste, les guerres coloniales, ont laissé en héritage une police aux pratiques racistes et complaisante envers l'extrême-droite, et en tout cas incapable de s'opposer à ses agissements.

C'est dire qu'en cas de montée du fascisme, si les circonstances s'y prêtaient, l'appareil d'Etat, au mieux, laisserait les mains libres aux nazis, et au pire les aiderait ouvertement.

Epurer la police ? Même si la police épurait la police, ce qui voudrait dire qu'elle acceptât de se suicider, cela ne changerait pas grand-chose en cas de montée du fascisme.

Lors de la prise du pouvoir par Hitler, la police n'était pas particulièrement noyautée par l'extrême-droite, loin de là. La police républicaine, aux ordres des différents gouvernements socialistes de la République de Weimar, n'en avait pas moins participé à la répression des Conseils ouvriers et des Spartakistes en janvier 1919. Cette police servit cependant les gouvernements sociaux-démocrates et n'hésita pas à tirer sur les manifestants nazis lors du putsch manqué de Hitler en novembre 1923. Quand la crise de 1929 jeta à la rue des millions d'ouvriers et de petits-bourgeois, la grande bourgeoisie décida de jouer la carte du nazisme. C'est que, pour maintenir ses profits menacés par la dépression, il était nécessaire au grand capital de mener une véritable guerre civile pour détruire les organisations de la classe ouvrière et leur imposer un régime d'exception. Les forces de répression traditionnelles, l'armée et la police, ne pouvaient suffire à cette tâche.

Les « chemises brunes » de Hitler rallièrent dans les années 1930, comme les « chemises noires » de Mussolini l'avaient fait en 1922, des centaines de milliers de petits-bourgeois désespérés de la crise, qui rendirent le prolétariat et la révolution responsables de leur situation.

C'est avec la bénédiction des grands magnats de l'industrie et de la finance, avec la complaisante neutralité de la police « républicaine », de l'armée, de l'administration, que les Sections d'Assaut de Hitler se lancèrent à corps perdu dans le massacre des socialistes, des communistes, des Juifs, des syndicalistes, des démocrates, etc.

Se contenter, comme la gauche de l'époque l'a fait et comme le préconisent le PS et le PC actuels, de faire des défilés, d'en appeler à la police républicaine ou à la dénazification de cette police, est une politique suicidaire.

Au nazisme, on ne peut opposer le combat pour la démocratie, mais uniquement la lutte pour la révolution socialiste.

Gil LANNOU

UN BONNET CONTRE DEUX KEPIS

Comme il l'avait laissé entendre, le ministre de l'intérieur, Bonnet, a déposé une plainte en diffamation contre les dirigeants de deux syndicats de policiers, le SNAPC (Syndicat national autonome des policiers en civil) et la FASP (Fédération autonome des syndicats de police, à laquelle le SNAPC est d'ailleurs affilié). Ce sont ces syndicats qui, au soir de l'attentat de la rue Copernic, ont accusé publiquement Bonnet d'être depuis plusieurs mois en possession d'une liste de 150 membres de la FANE, parmi lesquels 30 policiers, et de n'avoir pris aucune mesure au sujet de ces policiers néo-nazis.

D'après Bonnet, ces déclarations **« portent gravement atteinte à l'honneur et à la dignité de la police, ont été péniblement ressenties par les fonctionnaires de ce corps et ont provoqué un certain trouble dans l'opinion publique ».**

Pour ce qui est du trouble, il est indéniable. Et il est bien possible que de nombreux policiers eux-mêmes l'aient ressenti. Quant à l'honneur et à la dignité de la police, passons.

Après avoir tout d'abord démenti les accusations sur les policiers néo-nazis, Bonnet a ensuite reconnu, au Sénat, que 18 policiers étaient affiliés à l'extrême-droite, tout en continuant à nier pour le cas précis de la FANE, et tout en présentant les choses comme s'il n'y avait en tout et pour tout que 18 membres de l'extrême-droite dans l'ensemble de la police.

Là-dessus, le **Canard enchaîné** du 15 octobre publiait une lettre du juge d'instruction chargé de l'enquête sur divers attentats racistes, et qui accusait le commissaire Leclerc, chef de la Brigade criminelle (un subordonné de Bonnet, donc), d'avoir saboté les recherches sur les milieux d'extrême-droite impliqués dans ces attentats.

Bonnet table sans doute sur le « sens des responsabilités » des syndicalistes policiers pour que ceux-ci n'aillent pas plus loin dans leurs révélations, n'aillent pas jusqu'à apporter publiquement des preuves sur les policiers néo-nazis et la bienveillance dont ils bénéficient en haut lieu.

L'essentiel, pour le ministre de l'Intérieur, c'est que les policiers ne soulèvent pas un seul coin du voile sur ce qui se passe réellement au sein de la police.

Alors, si Bonnet considère que la loi du silence doit être la règle pour la police, n'est-ce pas de sa part une diffamation : pour tenter de démontrer que sa police n'est pas d'extrême-droite, il tend à faire croire qu'elle est du « milieu ».

Jean-Louis CHAMPENOIS

Condamnation de Frederiksen

C'est plus facile de s'en prendre aux écrits que de courir derrière les assassins

Frederiksen, le leader de l'ex-FANE, vient d'être condamné, vendredi 17 octobre à six mois de prison ferme, 3 000 F d'amende et 6 000 F de dommages et intérêts à chacune des organisations qui s'étaient portées partie civile (la LIRCA, le MRAP et trois organisations de déportés et résistants). Il a été condamné pour la publication par l'organe néo-nazi **Notre Europe** des articles à la gloire du nazisme et de la haine raciale.

Il est à noter que le ministère public, à une audience du 19 septembre, n'avait demandé dans son réquisitoire que 13 mois de prison avec sursis, et que le tribunal est donc allé plus loin. C'est qu'entre-temps avait eu lieu l'attentat de la rue Copernic : la justice a donc préféré faire un geste qui puisse la faire apparaître comme intransigeante vis-à-vis des apprentis nazis. Mais, comme par hasard, la seule chose qu'ils ont trouvée à faire est de condamner à la prison pour un délit d'opinion et de presse, c'est-à-dire de créer un précédent à l'encontre des libertés. On le fait accepter aujourd'hui, sous couvert de lutte contre l'extrême-droite ; mais on pourrait bien utiliser le procédé demain contre l'extrême-gauche. En 1968, c'est au nom d'une législation destinée à dissoudre les ligues fascistes, avant-guerre, que les groupes d'extrême-gauche ont été dissous !

Certes, Frederiksen n'est pas à plaindre. Il a fait appel, et il espère peut-être que, lors d'un nouveau jugement, dans plusieurs mois, une fois l'émotion suscitée par l'attentat d'extrême-droite passée, les juges se montreront plus cléments. Et quand bien même il passerait ces six mois à l'ombre, cela lui créerait peut-être une auréole de martyr auprès de ceux qui sont tentés d'admirer cet aspirant Führer, si ça ne lui donne pas l'occasion d'écrire un **Mein Kampf** bis.

En tout cas, il est plus facile de condamner un tâcheron de la plume, et par la même occasion de s'en prendre à la liberté de la presse, que de retrouver les assassins de Curiel, de Goldman et ceux de la rue Copernic, qui courent toujours. Quant aux trente policiers qui, d'après les déclarations des syndicats de police, auraient appartenu à l'ex-FANE, le ministre se contente d'en nier l'existence ; tout comme sont bien tranquilles tous ceux qui, dans les cadres de la police et de l'armée, sympathisent avec les idées fascistes, quand ils ne sont pas même inspirateurs de groupes d'extrême-droite...

Car ce ne sont pas les écrits d'un Frederiksen qui sont dangereux et qui tuent ; ils méritent tout au plus le mépris. Mais ce sont les hommes qui truffent, à tous les échelons, l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et qui seraient prêts, si elle en éprouvait le besoin, à être le noyau permettant la mise sur pied et l'encadrement de milices fascistes.

G. L.

MARSEILLE

Un CRS tue un jeune de 17 ans

Samedi 18 octobre au soir, un jeune Français d'origine maghrébine, Lahouari Ben Mohammed, a été tué par un CRS à Marseille.

Quatre jeunes en voiture approchent de la cité de La Buisserine. Il est 22 h 30. Ils sont arrêtés par un contrôle de police ; là, vérification des papiers de la voiture et des identités. Pas de problèmes, tout est en règle. L'un des policiers demande que l'on ouvre le coffre de la voiture, là aussi pas de problèmes. Tandis que le chef donne l'autorisation de repartir, le CRS J.-P. Taillefer tire une rafale de pistolet-mitrailleur, tuant Lahouari d'une balle dans la tête, et d'une autre dans le cou.

Le frère du chauffeur, assis à l'arrière près de Lahouari, raconte : « Le CRS, le gros, était très nerveux. Son arme était braquée sur nous, la fenêtre arrière droite ouverte. Il a mis le canon de son arme à l'intérieur à trente centimètres du visage de Lahouari ». **Le CRS avait dit auparavant :** « Attention ! Ce soir, j'ai la gâchette facile ».

Du côté du cabinet du préfet, « on ne comprend pas. Ces jeunes gens de 17 à 19 ans sont inconnus de nos services. (...) Il n'aurait pas dû tenir son arme avec sont cran de sécurité libéré : c'est une faute impardonnable. Il va être présenté au Parquet ; une fois inculpé, il sera radié de la police. Mais n'allez pas dire qu'il s'agit d'un assassinat : il n'y avait pas intention criminelle. Le fonctionnaire était énervé : juste avant le contrôle de la R12, une BMW avait forcé le barrage. Il a dû perdre les pédales... », **a déclaré M. Alexandra, chef de cabinet du préfet.**

Si ce n'est pas un assassinat, alors, qu'est-ce que c'est d'autre ? Une « bavure » sans doute ?

Les quatre CRS se réfugièrent dans le fourgon. Des gens se rendant compte de ce qui se passait, surgirent, entourant le fourgon. La voiture de police qui arriva ensuite eut les quatre pneus crevés et fut encerclée par la foule en colère, les flics recevant des projectiles divers.

Dimanche, une manifestation a parcouru les cités voisines. Lundi matin, il y a eu une manifestation de femmes et d'enfants d'environ 700 personnes devant la préfecture pour demander « l'épuration de la police ». **A 18 heures, une manifestation de plus de 3.000 personnes descendait la Canebière et rejoignait la place de la Préfecture. Y étaient le MRAP, la LICRA, la fédération départementale du PCF, les organisations d'extrême-gauche, l'Amicale des Algériens. Les jeunes et les très jeunes immigrés étaient nombreux qui pouvaient, pour une fois crier leur haine aux flics.**

On peut remarquer cette fois-ci que l'UDF, le RPR, n'ont pas envoyé de délégation à la manifestation, que Raymond Barre n'en a pas parlé même maladroitement comme dans le cas de la rue Copernic.

La semaine dernière, des membres du gouvernement expliquaient que le métier de policier était un métier dangereux. On aurait envie de rajouter : dangereux... aussi pour les autres, surtout si on est jeune et immigré.

A Marseille, on a vu quelle réponse faisait la police à tous ceux qui, lors des manifestations qui ont suivi l'attentat de la rue Copernic, demandaient au gouvernement de les défendre contre l'antisémitisme et tous les racismes.

Marielle LEMONNIER

La manifestation à Marseille contre l'assassinat du jeune Lahouari.
(Ph AFP)

Un boucher dans une peau de vache

Saint-Julien-en-Genevois, en Haute-Savoie, dans la nuit du 11 au 12 octobre. Sept jeunes gens traversaient le village pour aller fêter l'anniversaire d'un de leurs amis.

La mairie était pavoisée en l'honneur de la visite de Michel Debré. Les jeunes gens décidèrent de décrocher les cinq drapeaux « pour les emmener à la fête ».

Ils étaient à peine remontés en voiture qu'ils entendirent une rafale de mitraillette. C'était les gendarmes. Ils les arrêtèrent un peu plus loin et les relâchèrent après interrogatoire. Un seul d'entre eux, un appelé, le conducteur de la voiture, aurait été présenté au Parquet puis reconduit à sa caserne.

La soirée commencée par une plaisanterie se terminait mal mais elle aurait pu finir de façon plus tragique : malgré les affirmations des gendarmes, le tir devait bien être à hauteur d'homme, puisqu'une vitrine proche de la voiture a été brisée. Le gendarme à la gâchette facile aurait d'ailleurs déclaré, selon le témoignage des jeunes gens, rapporté par Libération, ***préférait*** « être le boucher plutôt que la vache... »

Quand on est un policier qui tue, on peut être les deux. Lorsque les anarchistes du début du siècle criaient : « Mort aux vaches », ***c'est bien des policiers — bouchers ou non — qu'il s'agissait.***

Sylvie MARECHAL

Une longue liste

D'après un récapitulatif publié par **Le Monde** du 22.10 sous le titre **« Une longue liste de bavures »,** les bavures policières ont fait 13 morts depuis le 1er janvier de cette année, soit en à peine dix mois.

— Dans la nuit du 9 au 10 janvier : deux morts au cours des événements d'Ajaccio.

— Le 13 janvier, à Bischheim (Bas-Rhin), un policier tue un Algérien de 21 ans qui venait de commettre un cambriolage.

— Le 2 février, à Valenton (Val-de-Marne), un policier tue un jeune Algérien de 16 ans.

— Dans la nuit du 11 au 12 février, un policier tue un de ses collègues au cours d'une enquête à Vallauris (Alpes-Maritimes).

— Le 19 mars, un adjudant-chef de gendarmerie tue un cambrioleur présumé, dans la Marne.

— Le 25 mars, lors d'une fusillade dans un café à Saintes (Charentes-Maritimes), des policiers tuent un malfaiteur et un consommateur.

— Dans la nuit du 9 au 10 avril, un policier tue, dans les Yvelines, un jeune homme de 18 ans qui tentait de franchir un barrage de police.

— Le 30 juin, à Paris, des policiers tirent sur un véhicule volé et tuent la passagère, une jeune fille de 20 ans.

— Dans la nuit du 3 au 4 mai, en Meurthe-et-Moselle, un policier tue celui qu'il était venu interpeller.

— Dans la nuit du 7 au 8 juin, dans l'Eure, un gardien de la paix tue un jeune homme en état d'ivresse.

— En juin aussi, dans les Vosges, un gendarme tue le propriétaire d'une maison qui s'opposait à l'entrée chez lui des forces de l'ordre venues arrêter un malfaiteur.

Il serait intéressant de comparer combien, dans le même temps, les assassins — dont sont censés nous protéger les policiers — ont, eux, fait de morts (y compris parmi les policiers. Une statistique comparative qu'il reste à faire.

Les quartiers Nord de Marseille en état de siège

Lahouari Ben Mohammed, la victime du CRS, habitait une des cités qui couvrent presque toute la périphérie marseillaise, et en particulier les quartiers Nord et Est de la ville. Ces cités HLM, avec leurs grandes bâtisses de construction médiocre, très dégradées, mal entretenues, serrées sur des espaces de terre nue, ont été bâties à perte de vue. Ce ne sont certes pas les plus riches Marseillais qui s'installent ici : 90 % des habitants de la cité des Flamands, par exemple, n'atteindraient pas le revenu imposable. Les chômeurs, souvent des jeunes, sont nombreux, ainsi d'ailleurs que les adultes mutilés, voire invalides du travail. Un grand nombre de familles immigrées y vivent, en butte à des tracasseries permanentes. Les contrôles de police y sont incessants, surtout le soir.

Il n'est pas exceptionnel que de jeunes immigrés contrôlés autant dire en bas de chez eux soient emmenés jusqu'à l'hôtel de police, « l'Evêché », en plein centre ville, alors qu'ils auraient pu sans problème monter chez eux chercher leurs papiers. Ils y sont gardés des heures, quand ce n'est pas toute la journée, traités de façon humiliante. Certains ont été relâchés devant « l'Evêché », c'est-à-dire à plus de 5 km de chez eux, sans un sou en poche. Ces ennuis sont si fréquents que bien des parents interdisent à leurs enfants de sortir le soir pour éviter qu'ils ne soient importunés, menacés, embarqués par la police. Celle-ci justifie sa présence insistante en disant que ce sont les habitants du quartier qui demandent sa présence. Le PC a réclamé à plusieurs reprises un renforcement de la police dans ces quartiers. Guy Hermier, député PCF de cette circonscription a, d'après La Marseillaise, **déclaré :** « Nous voulons des forces de police pour assurer la sécurité des citoyens et non pas en vue d'un systématique contrôle anti-jeunes et anti-émigrés comme cela a été trop souvent constaté ». **Comme si la police pouvait être autre chose, comme si elle pouvait être** « épurée » **ainsi que le revendiquent les organisations de gauche et même certaines d'extrême-gauche. La police se moque bien des actes de petite délinquance, effectivement nombreux. Par contre, sa présence continuelle, ses attitudes le plus souvent racistes et menaçantes, pèsent lourdement sur la vie des cités. Jeunes et vieux ont le sentiment d'être sous résidence surveillée et soumis au couvre-feu.**

Armés, souvent racistes, les policiers peuvent êtres dangereux comme ce CRS, assassin d'un jeune sans l'ombre d'une raison.

Correspondant LO

DANS LA PRESSE D'EXTRÊME-GAUCHE

SPARK

La presse s'est déjà largement fait l'écho de la crise de l'automobile aux USA et des « malheurs » des grands trusts de ce secteur. Mais mieux vaut y regarder à deux fois : les trusts savent compter et savent faire valoir leurs intérêts et en fin de compte il n'y a vraiment pas de quoi s'inquiéter pour eux. Voici quelques exemples de leur politique rapportés par le journal trotskyste américain *Spark* dans son numéro du 13 octobre :

USA : chômage dans l'automobile

« Dans l'industrie automobile, on fait maintenant des heures supplémentaires. A Detroit, il y en a dans les usines General Motors de Fleetwood, de Cadillac, et dans certains secteurs de Chevy Forge. A Baltimore, ce sont les ouvriers des chaînes de montage de voitures de tourisme de la GM qui en font. De son côté, Chrysler prévoit un fort contingent d'heures supplémentaires pour son usine de montage Jefferson, à Detroit, où est produit le nouveau modèle Chrysler, le K-car. Pour certains travailleurs, l'horaire prévu atteint les 84 heures par semaine.

Et pourtant, c'est bien cette même industrie automobile qui détient le record du chômage technique : près de 250 000 ouvriers en sont frappés à l'heure actuelle. (...)

Une usine qui travaille une heure de plus par jour et huit heures le samedi rajoute 13 heures à un horaire hebdomadaire de 40 heures. Cela signifie qu'il serait possible d'augmenter les effectifs de plus de 30 %, ce qui permettrait de donner du travail à autant d'ouvriers aujourd'hui au chômage technique. (...)

GENERAL MOTORS PROPOSE DE CONSTRUIRE UNE USINE, A CONDITION QUE CE SOIT LES TRAVAILLEURS QUI PAIENT.

Les autorités de la ville de Detroit prévoient de dépenser au moins 200 millions de dollars pour acheter et viabiliser un terrain afin que GM puisse y construire une nouvelle usine de montage. Cet argent, bien sûr, ne vient pas de leur poche, mais de celle des contribuables.

En plus, General Motors bénéficiera d'avantages fiscaux pendant douze ans à compter de la mise en route de l'usine. Qui comblera le trou pour permettre aux services publics de continuer à fonctionner malgré le manque à gagner, sinon les contribuables, c'est-à-dire principalement les travailleurs ? »

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

Dans son numéro du 17 octobre, *Rouge* publie l'interview d'un militant du syndicat libre de la fonderie Hutmen de Wroclaw.

Un travailleur polonais témoigne

« Hutmen est une fonderie de métaux non ferreux à Wroclaw, une des premières entreprises à faire grève fin août. Deux mille trois cent cinquante ouvriers qui travaillent en « trois huit » pour un salaire de six mille zlotys en moyenne. Des conditions de travail souvent très pénibles, car l'entreprise date d'avant-guerre et de très nombreuses machines n'ont jamais été remplacées. Le fait qu'il faille passer par la « *place du Bon Travail* » et par « *l'allée du Bonheur* » pour se rendre dans les ateliers n'y change rien. Pas plus que la présence de quatre poneys dans un enclos. « *C'est « l'humanisation » du travail selon la direction* », me dit, en riant, l'un des ouvriers qui me fait visiter l'entreprise. « *Pour prouver que le climat est bon, puisque les poneys survivent ! Enfin, on a aussi un bâtiment de bains-douches, où on peut se faire masser. C'est plus utile* ».

Le rapport de forces entre les nouveaux syndicats et la direction de l'usine est évident : cette dernière a accepté d'octroyer un congé payé à quatre délégués dès le lendemain de la grève et a concédé au syndicat deux pièces avec téléphone où le comité au grand complet me reçoit.

« LE DIRECTEUR A LA TROUILLE »

« Comment s'est constitué votre syndicat ?

— On est parti en grève le 26 août juste après les bus. Après les accords, on a transformé le comité de grève en comité syndical et on a envoyé une délégation à la direction. Comme tu vois, elle a cédé. Le rapport de forces est en notre faveur. Il faut dire que le directeur doit avoir la trouille avec tous ces gens qui « tombent » pour détournements de fonds. Il n'a pas fait d'histoires non plus pour la grève du 3 octobre. On l'avait prévenu trois jours à l'avance. Tous ceux qui n'étaient pas au fourneau ont fait grève. Sirène au début, sirène à la fin, service d'ordre devant la porte d'entrée pour éviter toute provocation. Comme la grève tombait au moment du changement d'équipes, on a demandé à ceux de la deuxième équipe de venir plus tôt pour pouvoir fermer les portes. Et tout a marché comme on voulait.

— Quel est le rôle de votre comité en ce moment ?

— D'abord, il y a nos revendications, les salaires par exemple. On a eu une longue discussion et, pour finir, on a opté pour des augmentations unitaires de six cent cinquante zlotys par personne, sur la base de la somme qui était attribuée à la boîte. Parce qu'on pense que c'est plus juste que ce qui avait été proposé par les experts à Gdansk, à savoir le passage à la catégorie supérieure qui maintient les inégalités.

Et puis, on doit aussi s'occuper de toute une série d'autres problèmes, des problèmes de logement par exemple. On mène une enquête pour savoir qui a reçu les meilleurs logements dont l'entreprise disposait et qui auraient dû revenir aux ouvriers. Et pourquoi ceux qui leur ont été attribués n'avaient pas de cave, n'étaient pas peints, parfois même n'avaient pas de toît. Et où est passé le fric ? Dans l'immédiat, on exige au moins qu'ils soient terminés. On a aussi découvert que la maison de vacances, qu'on avait soi-disant construite pour les travailleurs de l'entreprise (en se servant du fonds social), c'est, en fait, une hutte sur un terrain vague avec quelques éléments de construction métalliques à côté. On ne sait pas encore qui s'est enrichi, mais on fait appel à la commission de contrôle nationale (la NIK). Et il faudra aussi découvrir à qui on a donné des bons pour les voitures... »

COMMUNIQUÉ DE

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Halte au racisme contre les Noirs des Antilles ! A bas le racisme officiel du pouvoir ! Non au pouvoir de la minorité blanche !

Le groupe trotskyste antillais Combat Ouvrier a publié le 9 octobre une déclaration dénonçant les procès et les inculpations qui, depuis plusieurs mois, s'abattent sous un prétexte ou un autre sur des militants anticolonialistes antillais.

Voici le texte de cette déclaration :

« La deuxième moitié de l'année 1980 est marquée par un renforcement très net de la répression judiciaire.

Pas moins de huit affaires en cours ou déjà jugées ont opposé militants anticolonialistes et justice coloniale. Cela marque indéniablement une tentative du pouvoir colonial en vigueur aux Antilles d'intimider, de réduire au silence les voix qui s'opposent réellement à sa politique.

Tant en Martinique qu'en Guadeloupe, les affaires Oscar, celle de Trinité, Pulvar, Céleste, Chauvet-Cabort, Zandronis, Pago-Beaujour-Ravoteur sont une preuve indéniable de cette volonté de répression. Quatre de ces affaires ont opposé ou opposent des militants anticolonialistes noirs à des Blancs békés (capitalistes locaux) ou à des Blancs venus de France.

L'enseignant Oscar est frappé par un enseignant blanc : c'est Oscar qui est condamné à deux mois de prison ferme, le Blanc est muté en France, impuni et même promu.

Un autre différend oppose Pulvar, dirigeant du MIM (Mouvement Indépendantiste Martiniquais), au Béké Huygues-Despointes, le Noir est cité directement en correctionnelle.

En Guedeloupe, c'est encore un Blanc béké, Audebert, qui s'en prend à notre camarade Max Céleste et porte plainte contre lui.

Dans les autres affaires, c'est le directeur blanc de FR3 qui attaque les Martiniquais Pago, Ravoteur, Beaujour, les gradés blancs de l'armée coloniale qui s'en prennent à Cabort, Chauvet et Zandronis pour soi-disant injure à l'armée.

En conséquence, nous dénonçons le caractère répressif mais aussi le caractère purement raciste des attaques dont sont victimes tous ces militants.

Car le racisme qui s'y exprime, c'est le racisme direct d'une caste blanche de Békés tout puissants descendants d'esclavagistes et le racisme officiel du pouvoir qui est le fait d'une minorité blanche qui dirige et opprime les Antilles alors que la grande majorité de la population est noire. Cette minorité blanche au pouvoir protège systématiquement les racistes avoués qui s'expriment dans le pays.

C'est le pouvoir qui entretient et sécrète le racisme en tolérant la création de quartiers blancs, restaurants blancs, clubs blancs aux Antilles et encourage l'arrivée massive de Blancs aux Antilles alors que des jeunes Antillais, eux, sont contraints de s'exiler vers la France où ils ne seront nullement des privilégiés mais des « émigrés ».

Et lorsque les Noirs du pays ont le courage de lever la tête et de protester, ce sont eux qui sont jugés, réprimés, inquiétés et ce sont eux que l'on tente de faire passer pour des racistes enragés. »

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE !

Qu'est-ce qu'il espérait, Lionel Stoléru, quand il a dit à Metz : *« Il n'est plus question d'accueillir un seul étranger en France. Quand on a 1,4 million de chômeurs sur le territoire, on doit se montrer intransigeant »* ? Que les travailleurs français allaient se dire « bravo, ça fera de la place » ? Que nous allions nous frotter les mains, parce qu'un sous-fifre du gouvernement a montré la porte du pays à 1 300 mineurs de fond marocains en grève ?

C'est vraiment prendre les travailleurs pour des imbéciles. Sans compter que s'adressant aux chômeurs et aux jeunes Français, il a dit : *« Avec le nombre de chômeurs que nous avons, il ne faudra pas faire la fine bouche »*.

Voilà bien un langage de patron. Aux travailleurs immigrés on dit : « Si vous n'êtes pas contents, on ne vous retient pas », et aux autres travailleurs français : « Ce n'est pas le moment d'être difficiles... ».

Mais on la connaît cette chanson. Ce que Stoléru a dit à Metz, n'importe quel cheffaillon dans un atelier est capable de le dire, quand il y a du chômage : « Si tu n'es pas content, voilà la porte. Et vous, les autres, au travail ! ». Et tous les travailleurs savent bien que lorsqu'ils laissent mettre à la porte l'un des leurs dans ces conditions, c'est tous ceux qui restent qui y perdent aussi, avec des contremaîtres plus arrogants, et à plus ou moins court terme, des conditions de travail, comme de salaire, inférieures.

Alors, quand le gouvernement prend des mesures contre les travailleurs immigrés, on peut être sûr que ce n'est pas pour lutter contre le chômage. Car à supposer même que des chômeurs soient prêts à prendre des emplois bien moins payés que ceux qu'ils occupaient auparavant, qu'ils soient prêts à récupérer les emplois des travailleurs immigrés, est-ce que cela supprimerait le chômage ? Bien sûr que non, car le départ des travailleurs immigrés, ce serait le départ d'autant de consommateurs, ce pourrait être l'origine d'une nouvelle récession. Et ce seraient peut-être ceux qui aujourd'hui gagnent bien leur vie, et se croient sûrs de leur emploi, qui en feraient les premiers les frais demain, en se retrouvant au chômage.

Ce que veut le gouvernement, c'est, dans l'intérêt des patrons, essayer de rendre les travailleurs moins difficiles et plus dociles.

Oh oui, des emplois, des emplois mal payés et rebutants à la convenance des patrons, ce n'est pas ce qui manque. Et on va en entendre des vertes et des pas mûres sur ces jeunes qui n'ont pas le goût du travail, comme sur les chômeurs qui n'ont pas envie de retravailler... à 2.400 F par mois ! Et ils vont tout mettre en œuvre pour nous en donner le goût, de gré ou de force, si nous laissons faire.

Ils ont déjà commencé, d'ailleurs, en limitant dans le temps les allocations de chômage. La couverture sociale du chômage va diminuer. D'ores et déjà, il faut pointer plus souvent au chômage, les allocations sont plus dégressives au fur et à mesure qu'il se prolonge, et il faut attendre des mois pour toucher les premières allocations. Mais il y aura encore plus d'injustices, plus de tracasseries de toutes sortes pour obliger les chômeurs à prendre n'importe quel emploi.

Et ce n'est pas un hasard si Stoléru a fait ses déclarations contre les immigrés au moment où on annonce un million et demi de chômeurs et où tous eux qui ont épuisé leurs droits aux ASSEDIC sont nombreux.

Ils commencent par fermer les portes du pays, ils continuent en réduisant les avantages sociaux et ils comptent bien mettre les travailleurs français au pas. Et quand nous serons devenus moins exigeants et plus malléables, ils pourront même estimer que nous sommes mûrs pour le travail obligatoire, s'ils le jugent nécessaire !

C'est bien pourquoi laisser le gouvernement s'en prendre à nos camarades immigrés, c'est se préparer des lendemains amers. Car lorsqu'on s'en prend à une fraction des travailleurs, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est atteinte, dans sa dignité, ses droits, et son niveau de vie. Et la seule force des travailleurs est dans leur fraternité.

(Editorial des bulletins d'entreprise Lutte Ouvrière *du 26 octobre).*

La politique de la bourgeoisie française vis-à-vis des travailleurs émigrés depuis le début du siècle

Avant 1914, un million de travailleurs étrangers, essentiellement originaires d'autres pays européens, vivaient en France. A la veille des hostilités, le gouvernement français ouvrit largement les portes à de nouveaux travailleurs immigrés : 150 000 vinrent des pays de l'Europe du sud. Plus de 200 000 travailleurs d'Afrique du Nord et d'Asie furent envoyés sur les fronts européens.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, lors de la démobilisation, ces centaines de milliers d'hommes furent reconduits dans leur pays d'origine. Pour peu de temps, toutefois, car le million et demi de tués, les centaines de milliers d'invalides et les effets de la chute de la natalité firent que le patronat français manqua rapidement de main-d'œuvre.

En 1924, des entreprises privées créèrent la SGI (Société générale de l'immigration) qui, négociant directement avec les gouvernements des pays exportateurs de main-d'œuvre fut le principal fournisseur de travailleurs immigrés aux patrons français. Ils voyageaient dans des fourgons à bestiaux avec une pancarte autour du cou indiquant leur nom et l'adresse de leur futur employeur. Jusqu'en 1931, la SGI « importera » dans ces conditions plus de 500 000 travailleurs.

Mais en 1931, la crise frappa la France. Les entreprises fermèrent, le chômage se développa. En août 1932, le gouvernement fit voter une loi **« protégeant la main-d'œuvre nationale »** limitant l'entrée des travailleurs étrangers et proposant une indemnité à ceux qui rentraient au pays.

Les immigrés furent renvoyés chez eux par trains entiers. Leur nombre décrut d'un demi-million entre 1931 et 1936.

Après la Seconde Guerre mondiale, la bourgeoisie française fit venir de nouveaux contingents de travailleurs immigrés. Aux Espagnols et aux Italiens vinrent se joindre ceux originaires du Maghreb, puis des Portugais et des Africains.

En 1945, la responsabilité de l'immigration fut enlevée aux organismes privés, telle la SGI, contrôlée par le Comité des Houillères, ou encore le Comité des Forges de l'Est, qui s'en chargeaient avant-guerre. Les immigrés furent dotés d'un statut plus libéral et un Office national de l'immigration, placé sous la tutelle du ministre du Travail fut créé. Il avait, en principe, le monopole de l'immigration, devait se charger de l'information, du transport, de la formation professionnelle et du logement des immigrants. Mais, dans les faits, l'ONI ne joua jamais complètement le rôle qui lui était imparti : les patrons continuèrent à faire venir directement, et à leurs conditions particulières, la main-d'œuvre dont ils avaient besoin. De véritables réseaux d'immigration clandestins se mirent en place. En fait, plus de la moitié des travailleurs immigrés entrés en France entre 1945 et 1970 l'ont été « clandestinement », leur situation (carte de séjour et carte de travail) n'étant régularisée par l'ONI qu'après qu'ils aient trouvé un emploi.

Ce n'est qu'en 1973, avec le début de la crise, que le gouvernement entreprit de modifier sa politique. Faisant mine de découvrir les conditions scandaleuses faites aux immigrés clandestins par les trafiquants d'hommes et les marchands de sommeil, il mit en place une législation destinée à restreindre considérablement toute nouvelle immigration et à rendre plus précaire encore la situation des immigrés déjà installés dans le pays.

M. R.

Les mesures contre les travailleurs immigrés depuis 1974

La politique actuelle du gouvernement en matière d'immigration n'est pas nouvelle. Depuis que la crise fait sentir ses effets, les pouvoirs publics ont pris des mesures pour limiter l'entrée des travailleurs immigrés, et surtout pour rendre plus précaire leur situation en France.

C'est le 3 juillet 1974 que le gouvernement annonça sa décision de suspendre l'immigration.

La mesure ne concernait pas seulement les nouveaux candidats à l'immigration. Elle interdisait aussi l'entrée sur le territoire français des familles des travailleurs immigrés déjà installés, même s'ils disposaient de ressources suffisantes et d'un logement convenable. Il fallut attendre plusieurs mois — et de nombreuses protestations — pour que la mesure soit assouplie (en décembre 1974), puis officiellement abrogée en mai 1975. Mais en 1978, Stoléru prenait un nouveau décret interdisant aux familles des immigrés habitant en France d'exercer un emploi.

En novembre 1975 était institué un nouveau régime, plus strict, de délivrance des cartes de travail pour les étrangers, premier pas vers ce qui allait devenir le « projet Stoléru » adopté par le Parlement en 1979. Le projet prévoyait que les étrangers auraient un titre de séjour unique, à la fois carte de séjour et carte de travail.

Ce titre de séjour doit être renouvelé tous les ans (au lieu de un, trois, cinq ou dix ans auparavant). Seuls les résidents « privilégiés » détiendront une carte valable dix ans. Mais pour l'obtenir, il faudra avoir vécu... vingt ans en France. Les autres résidents, ceux dont la carte est renouvelée annuellement, pourront être expulsés s'ils sont sans travail depuis six mois. Seuls divers accords avec les gouvernements grec, espagnol et portugais et surtout avec le gouvernement algérien bridthan l'action du gouvernement à l'égard des immigrés.

Enfin, en juin 1979, se livrant à une nouvelle opération démagogique (sans grand succès, il est vrai), Stoléru annonçait que le « retour au pays » des travailleurs immigrés allait être encouragé : il promettait un million à ceux qui accepteraient de quitter la France. Quelques milliers tout au plus ont accepté de profiter de ce que Stoléru voulait faire passer pour un cadeau.

En réalité, les patrons français ne sont pas prêts à se passer des travailleurs immigrés... tant qu'ils ne trouveront pas de main-d'œuvre de remplacement !

Comptant environ 4 100 000 personnes (dont 1 600 000 actifs), la population immigrée ne diminue pas. C'est d'ailleurs conforme aux vœux du patronat et du gouvernement tels que les exprimaient Paul Dijoud en 1975 : ***« Le départ soudain et massif des travailleurs migrants créerait immédiatement des goulets d'étranglement impossibles à combler (...). Il modifierait par ailleurs sensiblement les structures d'une épargne et d'une consommation correspondant à quatre millions de personnes ».***

RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

• Nancy

JEUDI 30 OCTOBRE
à 20 h 30, salle St-Nicolas
(près de la place des Vosges)

— Racisme anti-juif ou anti-arabe : une menace pour tous.

— Pologne : une victoire à consolider.

• Grenoble

JEUDI 30 OCTOBRE
à 20 h 30
Salle Millet, rue Millet
près de la place Victor-Hugo

— La Pologne à l'heure de la classe ouvrière.

GRANDE-BRETAGNE

La succession de Callaghan : manœuvres et hypocrisie

La démission de Callaghan de son poste de leader du Parti Travailliste a ouvert la course à la succession. Son remplaçant doit être élu le 4 novembre prochain. Il faut dire que la place est bonne à prendre, puisqu'elle pourrait conduire son titulaire au poste de Premier ministre à la première victoire électorale travailliste.

Seulement, cette année, les choses se compliquent un peu du fait des décisions prises il y a trois semaines par le congrès travailliste.

Jusqu'à présent, le leader du parti était élu exclusivement par l'assemblée des députés travaillistes. Or le congrès a décidé d'élargir cette assemblée à un collège électoral comprenant en outre des représentants des syndicats et des organisations locales du Parti Travailliste. Seulement, comme le congrès n'a pas réussi à se mettre d'accord sur la composition effective de ce collège, sa mise en place a été repoussée à janvier 1981.

Du coup, le dirigeant élu le 4 novembre devra se faire confirmer dans son poste en janvier par le nouveau collège électoral. Comme dans ce collège la gauche travailliste, majoritaire au congrès, risque d'être bien plus représentée que parmi les parlementaires, le futur leader devra à la fois être un modéré, et avoir le soutien d'une partie au moins de la gauche travailliste.

Et le fait est qu'on n'a jamais vu autant de candidats se réclamer du soutien de la gauche : ils sont trois sur les quatre actuellement en lice.

Mais ces quatre candidats ont en commun un pedigree édifiant. Denis Healey, le candidat de la droite travailliste, a été ministre pendant dix ans, moitié à la Défense, moitié aux Finances. A ce titre, c'est lui qui a été le promoteur de la politique de blocage des salaires du gouvernement Callaghan. Michaël Foot, le candidat de « gauche » le mieux placé — justement d'ailleurs parce qu'il a bien des soutiens à droite —, a sans doute l'image d'un contestataire, mais c'est surtout un très vieux routier de la politique ministérielle qui a été, entre autres, ministre du Travail du gouvernement Harold Wilson avant d'être nommé suppléant du Premier ministre sous le gouvernement Callaghan. Parmi ses faits d'armes les plus connus, on peut citer une amende de 208.000 livres sterlings (environ 3 millions de francs lourds) infligée au syndicat des métallos pour infraction à la législation sur les grèves en mars 1974, ce qui ne l'empêche d'ailleurs pas de bénéficier à l'heure actuelle du soutien officiel des quatre plus grands syndicats britanniques. Quant aux deux derniers candidats, moins bien placés semble-t-il, leur unique point commun avec la gauche travailliste est leur opposition au Marché commun : il s'agit de John Silkin, multimilliardaire et ancien ministre de l'Agriculture de Callaghan, et de Peter Shore, ancien poulain de Harold Wilson et ex-ministre de l'Environnement du gouvernement Callaghan.

Qui sera le successeur de Callaghan ? La question reste ouverte. Mais ce qui est sûr, c'est que même si le vainqueur est l'un des candidats dits « de gauche », les travailleurs anglais auront bien du mal à le distinguer de son prédécesseur Callaghan.

François ROULEAU

Après la démission de Callaghan, la bataille est chaude pour occuper sa place. (Ph AFP)

Ah les vaches !

Le journal **Libération** *cite le nombre des contraventions pour stationnement illicite ayant sauté depuis dix-huit mois en Grande-Bretagne pour cause d'immunité diplomatique. Sur 4.322 contraventions supprimées, 2.885, soit 66, 7 % avaient été infligées à des diplomates français !*

Nos diplomates ne se sont peut-être pas encore aperçus qu'en Angleterre, on roule à gauche et on se gare de même. Ou alors, cette abondance de PV est la participation des vaches britanniques à la guerre du mouton anglais.

IRLANDE DU NORD

La grève des prisonniers républicains

Les militants républicains emprisonnés en Irlande du Nord dans les blocs H du camp de Long Kesh, près de Belfast, envisagent d'entamer une grève de la faim pour obtenir le statut de prisonniers politiques. Ce statut, des militants républicains l'avaient déjà obtenu en 1972, à la suite d'une grève de la faim de 35 jours, mais il avait été supprimé en février 1976. Depuis lors, les prisonniers républicains étaient censés revêtir l'uniforme carcéral des « droit commun », rester enfermés dans leurs cellules sans possibilité de communiquer entre eux, et assurer, comme les prisonniers de droit commun, un travail de 40 h par semaine. En fait, plusieurs centaines de prisonniers républicains ont refusé d'endosser l'uniforme carcéral et ont préféré, malgré sévices et brimades, rester nus dans leurs cellules avec une simple couverture. En avril 1978, cette « grève de la nudité » était suivie par près de 300 prisonniers et s'était transformée en grève de l'hygiène : les prisonniers refusaient de se laver et de nettoyer leurs cellules. Aujourd'hui, cette grève continue encore.

Et c'est parce que, malgré toutes ces luttes, le gouvernement anglais ne leur a toujours pas rendu le statut spécial de prisonniers politiques que les prisonniers républicains ont décidé cette grève de la faim à partir du 27 octobre prochain. Ce jour-là, d'après des informations parvenues à l'extérieur de la prison, six prisonniers commenceraient leur grève de la faim. Ils devraient être rejoints, de semaine en semaine, par un nombre croissant de leurs camarades. Ils mettent ainsi le gouvernement britannique devant le choix de leur reconnaître un statut de prisonniers politiques ou de prendre le risque d'être responsable de la mort de prisonniers, et que cela se sache dans le monde entier. Et il est vrai que seule la peur d'un scandale peut faire reculer le gouvernement.

Pierre LEMAIRE

Devant les bureaux de la British Airways à Paris en 1977. Des Irlandaises vêtues d'une seule couverture, comme les prisonniers de Long Kesh, dénoncent ce qui se passe dans les prisons d'Irlande du Nord. (Ph Sipa)

Communiqué

CREATION D'UN COMITE DE DEFENSE DES PRISONNIERS POLITIQUES IRLANDAIS

« A l'initiative du journal **Irlande Libre,** *du Comité Irlande et de diverses personnalités, un Comité de Défense des Prisonniers Politiques Irlandais a été formé à Paris, le 16 octobre 1980. (...)*

Le Comité de Défense, tout comme le Comité National Irlandais, aura pour but principal de populariser les revendications des prisonniers irlandais incarcérés dans les cellules spéciales dites « blocs H » à la prison de Long Kesh et dans la prison pour femmes d'Armagh. (...)

Le Comité de Défense des Prisonniers Politiques Irlandais se chargera de diffuser la pétition internationale pour la reconnaissance du statut politique aux prisonniers irlandais. (...)

Pour tout contact, écrire c/o A. Monot, 3, rue Lardennois, 75019 Paris. Soutien financier : chèques à l'ordre d'A. Monot. »

CISJORDANIE

Deux maires palestiniens expulsés par les autorités israéliennes

L'arrêté d'expulsion contre les maires palestiniens des villes de Hebron et de Khalkoul a été confirmé, lundi 20 octobre, par la cour militaire israélienne. Fahd al Kawasmeh et Mohamed Milhem — qui viennent d'entamer une grève de la faim — avaient été expulsés de Cisjordanie le 3 mai dernier. Les autorités israéliennes les avaient accusés d'être, par leurs déclarations hostiles à Israël, responsables d'un attentat contre la population juive d'Hebron qui fit six morts et seize blessés.

L'avocate des deux maires a bien introduit un recours devant la Cour suprême, mais il y a peu de chances que cette dernière revienne sur la décision de la cour militaire.

Depuis l'attentat d'Hebron, le gouvernement israélien renforce la répression en Cisjordanie. Il n'entend pas lâcher du lest, y compris vis-à-vis des notables palestiniens. Tout au contraire, il multiplie les implantations israéliennes en territoire occupé et utilise la force pour museler la population et écarter les dirigeants gênants. A court terme, cette politique peut être considérée comme payante par le gouvernement Begin.

Mais en agissant ainsi, il ne fait qu'approfondir le fossé qui sépare les deux populations et renforcer la haine des Palestiniens à l'égard de l'Etat d'Israël.

Yves MORINIER

ITALIE

On prend les mêmes et on recommence...

Une relance du « centre-gauche » : c'est ce qui ressort de la mise en place du nouveau gouvernement italien, présidé par Arnaldo Forlani. Le gouvernement de Cossiga, qui a démissionné il y a trois semaines, s'appuyait sur une coalition de la Démocratie Chrétienne avec le Parti Socialiste (PSI) et un petit parti du centre, le Parti Républicain (PRI). La nouvele coalition sera élargie à un autre parti du centre : le Parti Social Démocrate (PSDI). A cet appoint s'ajoute, paraît-il, une nouvelle et judicieuse répartition des portefeuilles ministériels entre les différents courants de la Démocratie Chrétienne. Moyennant quoi, la coalition devrait avoir la confiance du Parlement et obtenir... jusqu'à la prochaine crise de même genre, les votes de ces députés « francs-tireurs » qui, en ne votant pas pour un projet de loi présenté pourtant par leur propre parti, ont provoqué le mois dernier la démission du gouvernement Cossiga.

« On prend les mêmes et on recommence »... en faisant un peu de place pour les nouveaux : c'est à cela que se résume cette énième crise gouvernementale italienne.

Le gouvernement Cossiga était tombé sur le vote du « decretone », une loi destinée à entériner un certain nombre de décrets d'austérité pris par le gouvernement les mois précédents. Du coup, ces décrets étaient devenus caducs et le prix de l'essence, par exemple, était aussitôt revenu de 750 à 700 lires. Mais le nouveau Premier ministre, Forlani, a annoncé qu'il représenterait rapidement une nouvelle version du « decretone », prévoyant notamment une « compression du coût de la main-d'œuvre » **et diverses mesures d'austérité.**

Autrement dit, les Italiens risquent de s'apercevoir rapidement qu'ils ont un nouveau gouvernement : au prix de l'essence, par exemple. On se porte décidément mieux sans gouvernement.

A.F.

FIAT

Les dirigeants syndicaux face à l'amertume des travailleurs

Manifestation syndicale le 10 octobre, lors de la grève de 4 heures. (Ph. AFP)

Vendredi soir 17 octobre, les syndicats de Fiat ont signé avec la direction de l'entreprise l'accord mettant fin au conflit qui durait depuis le 11 septembre.

Nous ne disposons pas d'informations directes sur les conditions de cette reprise et des votes qui l'ont précédée. Mais ceux-ci, si l'on en croit la presse, semblent s'être accompagnés d'une importante contestation de la décision des directions syndicales.

Le journal du PC italien **l'Unità,** s'est prononcé en faveur de l'accord, malgré les déclarations sur la nécessaire « occupation des usines » faites il y a quelque temps par Berlinguer. **L'Unità** ne s'en est pas moins fait l'écho, le 17 octobre, des hurlements qui ont accueilli Luciano Lama, secrétaire de la CGT italienne, la CGIL, venu présenter l'accord à l'usine de Mirafiori. Les résultats des votes ont été favorables à l'accord dans l'équipe du matin. **L'Unità** cite les chiffres de 70 % de « oui » en Carrosserie, 75 % de « oui » aux Presses et en Mécanique. Mais par contre, dans les usines Fiat de Rivalta et à l'usine Lancia de Chivasso, les travailleurs ont refusé de voter. Quant à l'équipe du soir de l'usine de Mirafiori, elle se prononça contre l'accord : 70 % de « non » en Carrosserie, 55 % en Mécanique, 95 % de « non » aux Presses, toujours selon **l'Unità.**

Le **Corriere della Sera** du samedi 18 octobre rapporte de son côté comment les travailleurs de l'usine OM-Fiat de Milan (véhicules industriels) ont voté une motion désapprouvant la signature « précipitée » de l'accord par les directions syndicales. Il se fait également l'écho des réactions d'amertume ou de colère des travailleurs de Fiat, et notamment d'une manifestation de travailleurs devant le siège du syndicat des métallurgistes, exprimant leur colère contre la décision de celui-ci.

Même si ces informations sont partielles, elles témoignent du mécontentement d'une fraction importante des travailleurs de Fiat, à la suite de l'accord avec la direction. Il faut dire que celui-ci revient en fait à une acceptation des décisions de la direction Fiat annoncées au début du mois de septembre. La seule concession de la direction Fiat a été d'accepter une prolongation à deux ans de la durée du chômage technique, pour les travailleurs qui n'auraient pas retrouvé de travail et ne pourraient pas être réembauchés dans le groupe Fiat. Mais ce n'est pas Fiat qui paye : c'est la « cassa integrazione », la caisse de chômage partiel !

Pour se justifier, les dirigeants syndicaux ont prétendu qu'ils n'avaient pas le choix ; que Fiat était en position de force, notamment après la manifestation du 14 octobre où plusieurs milliers (40.000 selon la presse) de cadres et d'agents de maîtrise avaient réclamé la « liberté du travail ». Giorgio Benvenuto, secrétaire du syndicat UIL, explique dans une interview au journal **La Republica** : **« Une fois jouée la carte de la grève générale** — grève nationale de quatre heures appelée le 10 octobre, en solidarité avec les travailleurs de Fiat — **nous avions joué toutes nos cartes, et Fiat le savait ».**

La déclaration est en tout cas révélatrice de la façon dont les dirigeants syndicaux italiens envisagent la lutte et pensent que les possibilités des travailleurs sont épuisées par quatre heures de grève de solidarité. Dans ces conditions, les dirigeants syndicaux italiens n'avaient en effet pas le choix. Il leur fallait, à un moment ou à un autre, accepter les conditions de Fiat et affronter de plein fouet le mécontentement des travailleurs. Et les cinq semaines de grève ont plus servi à épuiser la combativité ouvrière qu'elles n'ont servi à faire reculer Fiat, dont les dirigeants aujourd'hui triomphent en disant que, ce qu'ils ont accordé là, ils étaient prêts à l'accepter depuis le début.

Sans doute, ce n'est pas seulement le recul des travailleurs de Fiat que les dirigeants syndicaux ont entériné ; c'est aussi leur propre recul, et c'est leur propre crédit qui est atteint, et cela dans toute l'Italie. Et les patrons qui, un peu partout, souhaitent procéder à des licenciements à la façon de Fiat, se sentiront maintenant les mains plus libres. Mais les dirigeants syndicaux italiens montrent ainsi qu'ils se sentent responsables vis-à-vis de la bourgeoisie, au point d'être prêts à signer leur propre défaite.

Il y a certes une autre lutte à mener, chez Fiat comme dans bien d'autres usines : la lutte pour le refus pur et simple des licenciements. Fiat a fait, pendant des années, des profits sur le dos des travailleurs. Si maintenant il est en moins bonne position, du moins en ce qui concerne le secteur automobile — car ses autres secteurs se portent excellemment —, ce n'est pas aux travailleurs, mais à Fiat de payer : sur ses profits, sur ses capitaux accumulés ! Mais c'est là une tout autre lutte, qu'aucun dirigeant de syndicat réformiste ne mènera.

André FRYS

COREE DU SUD

Malgré la dictature, les étudiants manifestent

Vendredi 17 octobre, des centaines d'étudiants ont manifesté à Séoul, la capitale de la Corée du Sud. Ils réclamaient la démission du président-dictateur, Chon Doo-Hwan, la libération des prisonniers politiques, et appelaient au boycott de la mascarade électorale du référendum constitutionnel prévu par le régime le 22 octobre prochain.

Il y a eu cinquante arrestations. Depuis, cinq des principales universités de Séoul ont été fermées par les autorités. Mais les manifestations continuent.

Le régime de Chon, soutenu par les USA, tient grâce à un énorme appareil répressif. Mais il ne peut faire taire la population. Il n'a pu empêcher, au printemps dernier déjà, toute une série de manifestations étudiantes. Il n'a pu empêcher, dans les mines et les aciéries, des grèves d'éclater (à Subuk, par exemple) et les ouvriers de se battre contre la police. Et en mai dernier, à Kwanju, il a été tenu en échec pendant neuf jours par toute une population insurgée qui tenait la ville.

Aujourd'hui, malgré la répression qui a suivi cette insurrection, malgré les centaines de morts, les milliers d'arrestations, malgré la condamnation à mort du chef de l'opposition Kim Dae-Jung, ou peut-être à cause de cela, ce gouvernement ne peut empêcher que des centaines de jeunes étudiants lèvent la tête à nouveau et descendent dans la rue.

F.F.

Après l'insurrection de Kwangju en mai dernier, l'armée réprime : ici elle emmène des prisonniers enchaînés. (Ph. AFP)

Les animaux

L'élevage industriel est peut-être rentable, mais pas pour tout le monde

Si pendant toute une période, l'amélioration de la productivité des élevages — en particulier par une meilleure sélection des animaux et une certaine rationalisation de leur alimentation — a pu être considérée comme un gros progrès, on peut se demander aujourd'hui si la recherche de la productivité à tout prix en ce qui concerne la production de la viande qui s'est généralisée depuis une vingtaine d'années, et qui obéit aux lois du marché capitaliste, ne comporte pas plus d'aberrations et de gâchis que d'avantages.

Et si c'est vraiment l'élevage intensif actuel qui doit préfigurer l'avenir de la production alimentaire, il faut espérer qu'il s'agit d'une caricature.

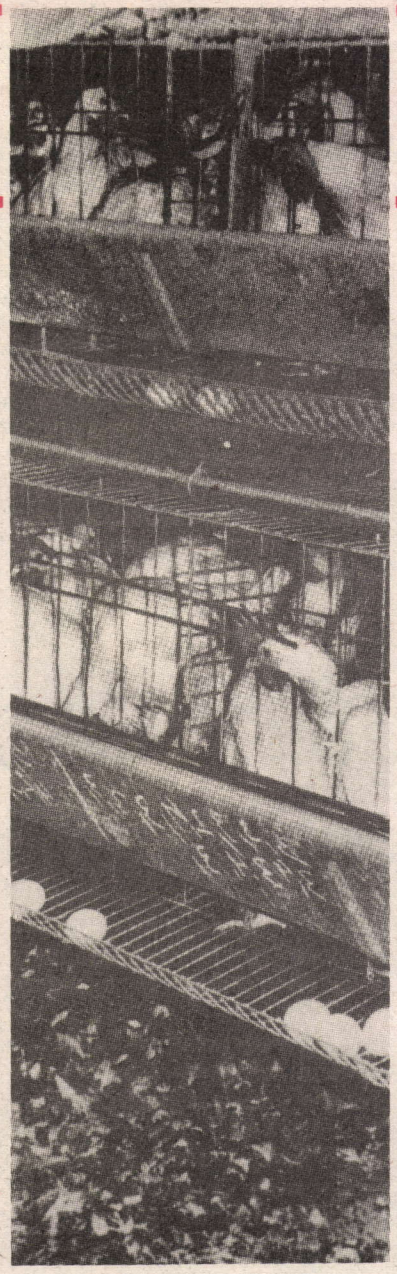
Par ailleurs, le coût des protéines animales est très supérieur au coût des protéines végétales. Il faut plus de 7 kilos de protéines de farine de poisson, de viande et de soja pour produire un kilo de protéines de bifteck ; et 3 à 4 kilos de protéines végétales ou animales pour faire un kilo de protéines sous forme de viande de porc. Ce qui signifie que l'élevage est une façon très peu rentable de produire des protéines.

Selon René Dumont, le tiers de la production mondiale de céréales, soit 430 millions de tonnes, sert à nourrir le bétail des pays riches. Toujours d'après René Dumont, « il a manqué à l'Afrique tropicale en 1973 un million de tonnes **(de céréales),** soit 2,5 pour mille de nos gaspillages, pour sauver des dizaines de milliers d'affamés » **(dans son livre** La croissance... de la famine ! **paru en 1975).**

Mais cette inégalité dans la répartition de la ration alimentaire dans le monde devient encore plus scandaleuse quand on sait d'où viennent les protéines qui engraissent nos animaux de boucherie. Le cheptel actuellement existant dans un pays comme la France suffirait à dévaster rapidement toutes les prairies du pays s'il se contentait des herbages naturels de l'hexagone. La production céréalière du pays ne parviendrait même pas à y suppléer. Aussi les protéines végétales qui viennent nourrir les animaux des pays industrialisés, viennent-elles non seulement sous forme de maïs et de soja des Etats-Unis, mais aussi des pays du Tiers Monde où la famine sévit. C'est le cas du Brésil, troisième producteur mondial et premier fournisseur de la France en soja pour animaux. Le Brésil exporte la majeure partie de sa production de soja, alors que la population souffre de la faim dans le nord-est du pays. Le Pérou, autre exemple, a été longtemps exportateur de farine de poisson, alors que dans le pays même les Indiens des Andes souffrent de malnutrition. Et si ses exportations de farine de poisson ont baissé, c'est uniquement parce que le hareng d'où elle est tirée se fait rare.

En Asie, la Thaïlande s'est lancée depuis peu dans la production et l'exportation de manioc pour tourteaux. Dans ce pays, également bien des gens souffrent de la faim, ne serait-ce que les dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens. Or le manioc constitue la base de l'alimentation humaine dans de nombreux pays sous-développés. De nombreux pays africains, dont le Sénégal par exemple, exportent de l'arachide, d'autres du manioc, qui servent à alimenter le bétail européen.

Certes, l'avenir n'est pas que toute l'humanité soit nourrie essentiellement de soja ou de céréales. Mais il est certain que l'utilisation des ressources agricoles de la planète pour le bien des hommes, et non plus seulement pour le profit des trusts agro-alimentaires et pour l'approvisionnement du marché des pays capialistes les plus riches, permettrait immédiatement de nourrir normalement tous ses habitants, avec des méthodes sans doute aussi plus rationnelles.



Trois principes président à l'élevage industriel : bien sélectionner les races, faire prendre le maximum de poids aux animaux en un temps minimum, et éviter qu'ils en perdent en dépensant de l'énergie.

A force de sélectionner, on a réussi à obtenir des races extrêmement spécialisées. Les poules pondeuses ne sont pas les mêmes que les poules de boucherie, et de même pour toutes les espèces. On a aussi sélectionné les races en fonction de leur capacité à accepter sans broncher la vie qu'on leur fait mener. Le succès n'est pas pourtant égal : les pintades, hélas, apprécient beaucoup moins que les poules le confort moderne ; on n'a pas encore réussi à les faire vivre à quatre dans des cages de 40 cm de côté.

La sélection aboutit parfois à des impasses. On a obtenu par exemple des races de porcs ou de bovins à large arrière-train pour augmenter la quantité de viande. Chez les porcs, pas de problèmes. Mais chez les bovins, les veaux sont tellement larges à la mise bas qu'une césarienne est souvent obligatoire...

Mais surtout, toutes ces races sont aussi fragiles que spécialisées. Elles sont sujettes à de nombreuses épidémies — aggravées par l'entassement — sensibles à la moindre variation de température. Et on doit les soumettre à un matraquage médicamenteux.

Bien entendu, les plaisirs de la vie ont disparu depuis longtemps des étables, bien avant l'élevage intensif. Quasiment toutes les vaches sont inséminées artificiellement comme la majorité des reproductrices dans les autres espèces. Depuis longtemps, on arrivait à faire pondre des volailles toute l'année en jouant sur l'éclairage. Par une médication hormonale, on arrive à synchroniser tout un troupeau de femelles pour qu'elles mettent toutes bas à la même date. La technique

Comment les animaux supporte

Les animaux d'élevage n'ont pas attendu l'élevage industriel pour souffrir. Le gavage des oies est artisanal. Les veaux à chair blanche, qui étaient dans le temps une viande de luxe, avaient beau être nourris au lait de leur mère, ils étaient déjà des animaux rendus systématiquement anémiés et logés dans un réduit obscur. Et il y a bien d'autres exemples. Quant à l'abattage à la ferme, ou les petits abattoirs traditionnels, ils n'ont rien à envier aux abattoirs modernes qui seraient même plutôt plus acceptables lorsque les règles d'anesthésie préalables sont appliquées.

Ceci dit, les conditions actuelles de l'élevage intensif en batterie causent des souffrances spécifiques aux animaux, et perturbent complètement leur comportement.

Nous sommes allés nous renseigner sur ce sujet entre autres auprès de l'œuvre d'Assistance aux bêtes d'abattoirs. Cette association est patronnée par le ministère de l'Agriculture et l'association syndicale des vétérinaires de France. Nous avons eu un entretien avec Mme Gilardoni, la présidente de cette association. Voici quelques extraits de cet entretien (Les intertitres sont de la rédaction).

LES VEAUX

« Un veau, pendant toute son existence d'animal d'élevage, c'est-à-dire 106 jours, est contenu dans des petits boxes de 1,20 mètre de long sur 65 centimètres.

L'obscurité est complète ou presque. Quand il arrive en fin d'engraissement, le veau est plus grand que son boxe. Imaginez son état. Ces veaux souffrent d'une sorte de dépression intense ».

LES VOLAILLES

« Pour les volailles, ce n'est pas la dépression, mais l'inverse : les crises de folie collective, ce que les vétérinaires appellent « hystérie aviale ». Elles sont soumises à un éclairage intensif dans des cages. Il y a différents types de cage, mais la plus classique est de 40 cm sur 40, pour quatre poules, parfois cinq. Quand ça commence à les prendre, c'est collectif. C'est à un point tel qu'il y en a qui s'assomment sur leurs barreaux. Le moindre bruit, la moindre chose, le besoin d'eau peut déclencher la crise. Une fois, j'ai visité un élevage en batteries par une chaleur intense. Au lieu de pouvoir plonger leur tête dans un petit bac d'eau, il fallait qu'elles cognent avec le bec sur un tuyau qui passait et qui déclenchait une goutte à la fois. Elles ne pouvaient plus le supporter. Et pendant que nous étions là, justement, elles ont eu cette crise. C'était effrayant. Il y a eu des mortes, assommées sur les barreaux de la cage par affolement, de soif et d'énervement.

En plus, le sol des cages est en grillage aux larges mailles, en pente, déterminant une crispation continue des pattes. Cette pente est faite pour que les œufs roulent et soient canalisés dans une sorte de roulotte.

Elles sont mises là pendant un an, le temps de la ponte. Au bout de ce temps, elles sont totalement épuisées. Ce sont des déchets et elles ne peuvent plus être vendues pour rôtir. Alors elles vont dans des potages en sachets ou des aliments pour chiens et chats, ou même parfois... pour bétail ! ».

Des veaux en boîtes pour la vie.

malades de la rentabilité à tout prix

est déjà assez largement utilisée chez les brebis et expérimentée chez la vache. On arrive maintenant, par des traitements hormonaux, à faire faire deux gestations par an à des brebis.

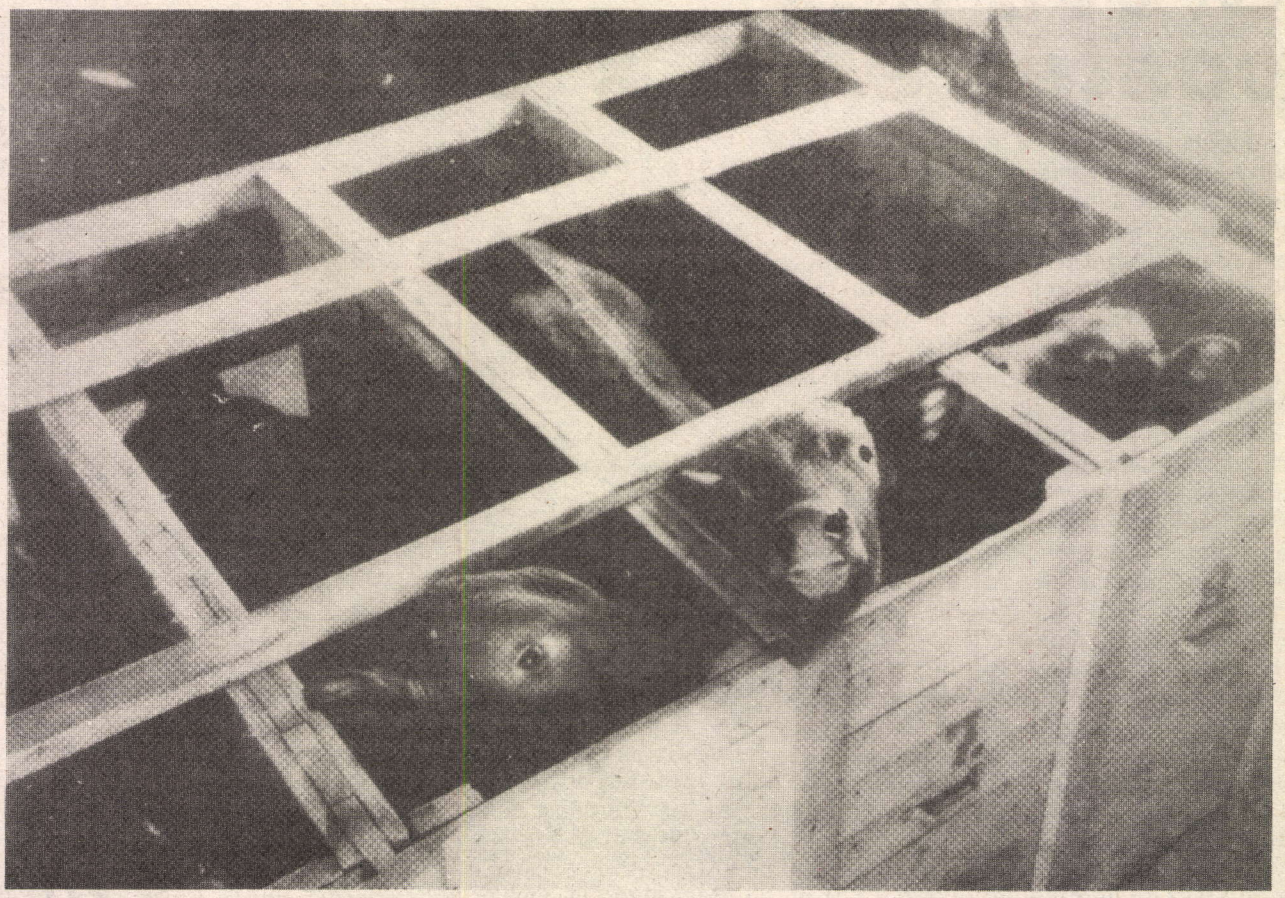
La distribution de nourriture et l'enlèvement des déchets sont automatisés lorsque le genre d'animaux le permet. Le record dans ce domaine est certainement tenu par l'élevage de poules en batteries de petites cages. Trois chaînes automatiques desservent les cages : une devant pour l'alimentation, une dessous pour les excréments, et une derrière pour le collectage des œufs.

Une poule pondeuse, selon la mode en vigueur chez son éleveur, aura droit à des variations de huit à dix-huit heures de lumière par jour, ou, dernier raffinement de la technique, un quart d'heure de lumière pour quatre heures d'obscurité, nuit et jour.

La vache civilisée a un menu programmé qui varie en fonction de son âge, du fait qu'elle soit proche d'un vêlage, en période de lactation ou non... et évidemment du prix sur le marché des différents aliments ! Ses plats peuvent comporter au choix (de l'éleveur ou des firmes d'aliments) ou en même temps : maïs en grain ou ensilé, luzerne, ray-grass, sorgho, chou, lin, coton, etc, en tout une vingtaine de végétaux différents, le tout assaisonné d'une poignée de sels minéraux et d'une pincée d'antibiotiques.

Il y a une vingtaine d'années, la farine de poisson étant bon marché, on en a gavé les poulets, tant et si bien que la cuisse de poulet finissait par ressembler étrangement au filet de hareng.

Les ménagères estimant que, pour le même prix, il valait mieux acheter carrément du poisson, les ventes de poulets se sont effondrées et les éleveurs ont été obligés de modifier les rations !



t-ils l'élevage en batteries ?

LES PORCS

« Chez les porcs, il y a de la « codofagie » : ils se mangent la queue entre eux, ils se font des blessures. Alors on leur coupe la queue très ras. Ils s'ennuient tellement qu'ils mordent leurs barreaux de fer.

Les truies, elles, on les rive au sol avec une sangle, pendant toute la gestation, c'est plus simple. Et c'est commode : elles ne peuvent pas se retourner et font leurs déjections toujours au même endroit ».

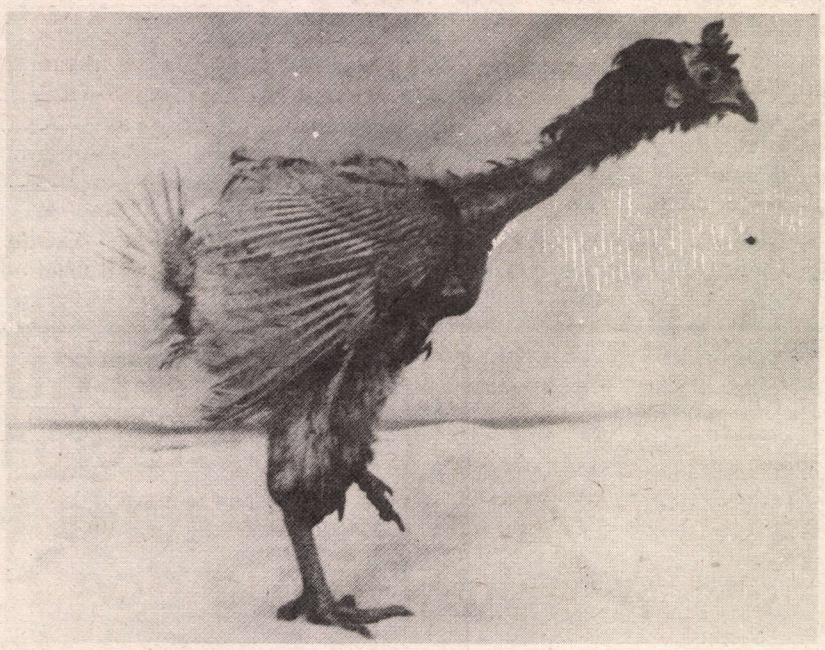
UNE NOUVELLE REGLEMENTATION DANS LES ABATTOIRS, SOUVENT MAL APPLIQUEE

« Les conditions dans les abattoirs se sont beaucoup améliorées, sauf pour les moutons, que l'on suspend toujours et que l'on égorge pour la plupart en pleine conscience (...).

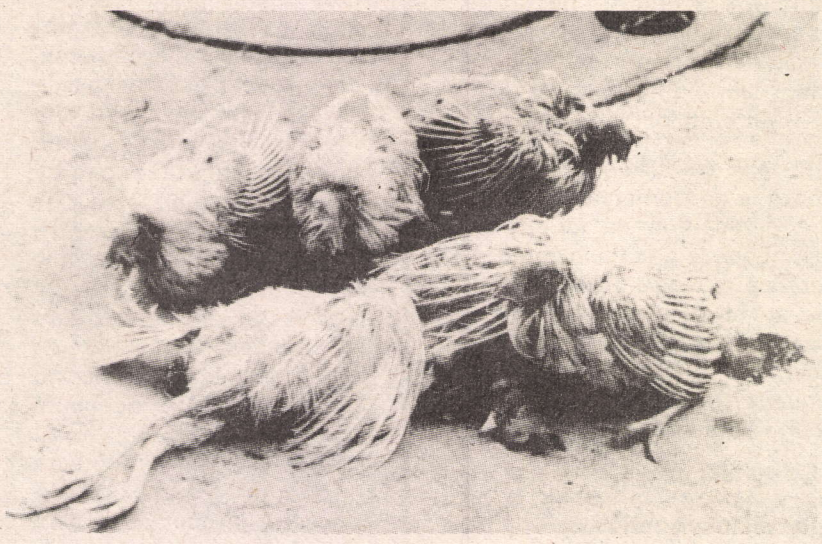
Nous avons obtenu, en 1964 et en 1970, de bons décrets qui ont été très mal appliqués : l'obligation d'étourdir les animaux avant suspension et avant égorgement. L'étourdissement, c'est l'insensibilisation de tous les animaux de boucherie et de charcuterie avant l'abattage. En 1970, le décret a été étendu pour les lapins et les volailles.

On dit que pour les veaux et les moutons, les matériels d'anesthésie électrique abîment la cervelle. Cela fait de petites taches sur la viande. En fait, on ne se donne pas la peine d'appliquer rationnellement et intelligemment le matériel d'abattage. Pour un appareil électrique, il faut poser les électrodes sur l'animal, puis arrêter l'appareil. Pour ne pas avoir à arrêter, puis remettre en marche on laisse l'appareil en prise. Alors, à coup sûr, vous avez des petites taches sur la viande.

Il y a des abattoirs et ce sont toujours les mêmes où ça va bien, et toujours les mêmes où ça va mal. Ce sont les mêmes animaux et ce sont les mêmes matériels. Le problème, c'est que l'anesthésie fait perdre une à deux secondes par animal. Quand on en fait beaucoup, au bout de la journée, cela représente quelque chose. Alors, comme presque tous les abatteurs sont payés à la pièce ! Ça va généralement beaucoup mieux là où on n'est pas payé à la pièce ».



Ce qui reste des poules après un an de batterie.



20 ANS D'ELEVAGE INTENSIF EN FRANCE

Dès les années 1955-1960, les fabricants d'aliments incitèrent les éleveurs à produire mssivement des poules. Ce sont les volailles qui ouvrirent la porte à l'élevage intensif en France. L'animal est prolifique et ne nécessite pas de grandes dépenses d'installation. En outre, on en connaît bien l'hérédité, la génétique, la nutrition. Depuis une dizaines d'années, les éleveurs travaillent en fait pour des abattoirs qui dirigent leur production, tout comme celle des pintades, des canards et des dindes qui ont pris le même chemin.

L'intensification a donné des résultats importants. Certains établissements réunissent plus de 100 OOO poules pondeuses.

C'est vers les années 1960 que l'élevage industriel gagne les jeunes bovins. Ce retard tient d'une part au manque de connaissance de moyens modernes d'élevage, d'autre part au coût élevé des installations. Sans compter que pendant longtemps, le troupeau de bœufs a paru suffisant à satisfaire la demande intérieure.

La très grande majorité des agriculteurs jugeait plus rentable de produire du lait que de faire de l'élevage intensif.

Puis une minorité d'éleveurs a cherché à introduire des ateliers pour écourter la durée de vie des bœufs en abattant les jeunes bovins vers 16-18 mois. En 1977, ils étaient 26 000 sur 468 000 éleveurs à produire de manière intensive de la viande bovine. La grande majorité des ateliers regroupe moins de 100 unités. Seules quelques-uns réunissent plus de 150 têtes, essentiellement dans le Finistère et en Bretagne. En réalité, la concentration y est faible, 7 % des exploitations produisent 18 % des jeunes bovins et 16 % des gros bovins.

Et aujourd'hui encore, la viande bovine reste essentiellement le fait, à plus de 80 %, de l'élevage traditionnel.

Dès les années 1960, l'élevage intensif du veau en batteries, lié à la poudre de lait, commence à s'étendre. Le Sud-Ouest lance le mouvement qui, dix ans plus tard, gagne la Bretagne et le Midi-Pyrénées. Ces trois régions produisent 61 % des veaux en batteries, venant d'un peu plus de 8 % des exploitations. La concentration est donc très élevée. En 1976, en Bretagne, par exemple, plus de 20 % des veaux en batteries sont élevés dans des exploitations produisant plus de 750 veaux par an. Les ateliers de 120 à 450 têtes regroupent 40 % de la production.

Enfin, dernière grande production de viande, et sans doute la plus intensive, celle du porc. 330 000 éleveurs font du porc. Là aussi, la Bretagne, la Basse-Normandie et les pays de Loire, se taillent la part du lion avec 50 % du total de la production nationale.

Dans les entreprises

Rhône-Poulenc (Vitry, Val-de-Marne)

Grève des postés en 4 × 8

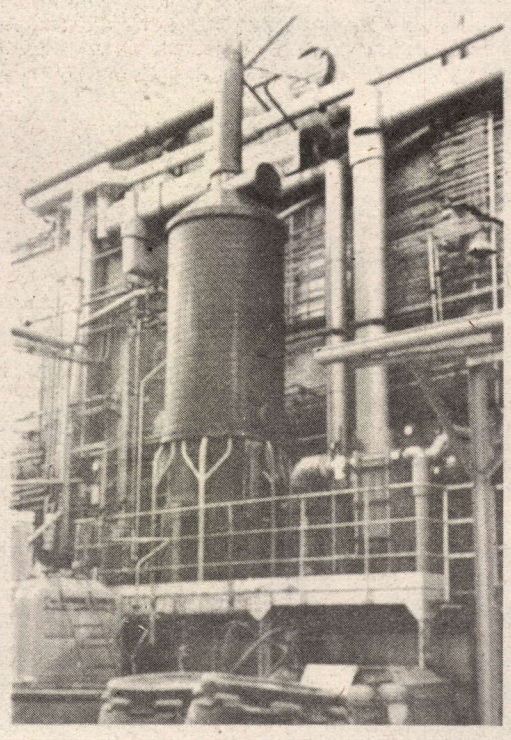
Depuis le 14 octobre, à Rhône-Poulenc Vitry les 160 travailleurs « postés » effectuant les 4 × 8 — pompiers, électriciens, travailleurs des antibiotiques et de la chaufferie — sont en grève pour les classifications, les salaires et les effectifs et aussi contre le projet patronal prévoyant des réductions d'horaires entraînant des réductions de salaires allant de 400 à 600 francs par mois.

Après plusieurs réunions, les postés ont décidé de débrayer 4 heures en fin de poste tous les jours à partir du mardi 14. Mais comme la chaudière ne pouvait pas être laissée sans surveillance 4 heures sur 8, pour ne pas l'arrêter, la direction a fait tourner 3 chefs pour remplacer les 50 grévistes de la Chaufferie. C'était « dur-dur » les 4 × 8... ! En trois jours, les chefs étaient sur les genoux et le patron a dû arrêter la chaufferie vendredi 17 au soir.

Or la chaufferie produit la chaleur, la vapeur et même une partie de l'électricité nécessaires à l'usine. Pas de chaufferie, pas de production.

Pendant toute la semaine, la grève des quatre heures en fin de poste était suivie à presque 100 %. Les grévistes avaient le moral !

Un chef qui essaya de réquisitionner un pompier au moyen d'un ordre écrit, en fut pour ses frais. Le chef des antibiotiques qui d'habitude ne nous voit que de haut de son bureau et ne reçoit que les délégués, a passé une partie de son week-end dans les ateliers à essayer de discuter avec les grévistes. Et lorsqu'à une réunion entre direction et syndicats en présence des grévistes, le patron de l'usine, Genod, essaya de prétendre qu'il n'était au courant que du problème de la réduction d'horaire, un gréviste, enjambant la table, vint lui mettre le cahier des revendications sous le nez, lui disant : « Et ça, vous ne l'aviez pas vu ? ». **Et Genod, tout grand patron qu'il est, de baisser le nez en disant :** « Si, si ».



Pour informer les autres travailleurs de l'usine les syndicats convoquaient mardi 21, après huit jours de grève des postés, une assemblée générale de toute l'usine et sur les 2 000 ouvriers employés et techniciens tous sont loin d'être venus. Au même moment la direction annonça qu'à propos des réductions d'horaires les dispositions d'un éventuel accord ne s'appliqueraient « qu'au seul personnel volontaire ». **Elle annonça aussi qu'elle avait trouvé 15 chefs de l'usine pour faire fonctionner la chaufferie sans les grévistes. Des jaunes, quoi ! C'est ce qui s'est fait mercredi 22 au matin. Les grévistes ont répondu en se mettant en grève totale. Ils sont bien déterminés à obtenir la réduction d'horaire, oui, mais sans perte de salaire !**

Correspondant LO

De quoi je me mêle

Vous avez déjà vu cette publicité : **« Les CCP gèrent sa vie ».** Eh bien, aux TO en brigade B, une chef a très bien compris la formule. Par exemple, si nous avons besoin de prendre nos congés la 2e semaine de novembre et que, pour des raisons de pourcentage, c'est impossible, elle nous invite simplement à prendre la 3e semaine ou vice-versa. Ou encore, une collègue qui posait ses congés exceptionnels pour mariage, s'est vu proposer de les reculer de deux jours.

Les CCP gèrent notre vie : on ne leur en demandait pas tant.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **Chèques Postaux Montparnasse).**

Pour la photo ?

A l'occasion de l'ouverture de l'Hôpital Sud, les journalistes se sont déplacés. Et on a pu voir sur ***Ouest-France*** *les infirmières générales accueillir les malades et même l'une d'entre elles tirer un brancard. Ça ne doit pas lui arriver souvent !*

Dommage que les journalistes ne soient pas plus fréquemment à l'hôpital : les brancardiers auraient du renfort !

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **Pontchaillou - CHR Rennes).

Un coin de ciel bleu

Au Service auto, une pièce qui avait subi une inondation il y a quelques mois, présente toujours un grand trou au plafond où apparaît une canalisation.

Encore trois étages à creuser, et ce sera bientôt un joli coin de ciel bleu.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **DRT Montpellier).**

Le zoo

Lorsque la chaîne marche trop vite et qu'on réclame, les chefs se déplacent à la vitesse d'une tortue... Lorsque la chaîne est cassée et qu'il faut la réparer, là ils courent comme des zèbres.

Drôles d'animaux !

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **RNUR Billancourt - Ile Seguin).

Ça se lave !

Depuis deux jours devant le foyer ATV, il y a un compresseur. C'est bien, c'est pratique. Il couvre même le bruit du passage des trains. Plus de trouble de sommeil toutes les heures ! Maintenant, c'est permanent.

C'est sans doute par souci de notre repos que le chef de gare a fait garer le compresseur à cet endroit. Comme berceau, il y a mieux !

A moins qu'il soit dur d'oreille. Dans ce cas, chef ! les oreilles, c'est comme les pieds...

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière **SNCF-Chalindrey).**

LOGEMENT

Encore un coup de style rétro

Le gouvernement n'a pas encore osé libérer toutes les catégories des loyers de 1948, quitte à déplaire aux propriétaires qui voient d'un sale œil les bonnes affaires leur passer sous le nez. Il faut dire qu'en période préélectorale, il ne tient pas particulièrement à augmenter trop brutalement les motifs de mécontentement des électeurs, ni d'ailleurs à ce que des milliers de travailleurs se trouvent du jour au lendemain sur le pavé. Mais s'il refuse encore ce petit cadeau aux propriétaires, le décret du 18 septembre qui permet désormais à ceux qui possèdent des logements soumis à la loi de 1948 de récupérer petit à petit les frais d'entretien des parties communes de l'immeuble sur le dos des locataires, est un geste vis-à-vis des propriétaires pour leur montrer qu'on les oublie pas.

Mais si le gouvernement n'a pas encore osé se permettre d'annuler la loi de 1948, il se rattrape d'un autre côté ; les quatre millions de loyers qui sont libres de nouveau depuis 1979 verront en un an leurs prix grimper en flèche de 13,5 % ou 15,09 %, selon l'indice de la construction auquel on se réfère. Heureusement qu'on nous précise que cette augmentation résulte des engagements de modération reconduits pour la période de juillet 1980 à juillet 1981. Cela promet pour les périodes où il ne sera plus question de modération ! Mais cette prétendue modération ne concerne de toute façon pas tous les nouveaux locataires, dont les loyers sont entièrement libres. Quant aux charges, elles sont de plus en plus élevées, atteignant parfois jusqu'à 50 % du loyer principal.

Face à cela, tout ce qu'a trouvé le gouvernement c'est une proposition de loi prévoyant que le prix du loyer ne pourra être révisé qu'une fois par an et que le contrat de location serait d'au moins trois ans, période pendant laquelle seul le locataire pourra donner congé.

Ce qui fait que si la hausse est « modérée » (limitée à l'indice) durant trois ans, lors du renouvellement de bail de trois ans, elle risque de ne pas être du tout modérée.

Comme quoi, on peut être « modéré » dans l'éventail politique et « radical » contre les locataires. Odette DYLAN

ARGENTEUIL

La municipalité cherche à faire des économies sur le dos des instituteurs

Les instituteurs doivent être logés par les communes. Lorsque ce n'est pas possible, la commune verse une indemnité qui, même importante, est pourtant loin de couvrir le prix d'un loyer. Ces mesures sont considérées par les instituteurs comme des acquis. A Argenteuil, dans le Val-d'Oise, pendant des années, la commune logeait les instituteurs, ou leur versait cette indemnité compensatrice. Il était aussi d'usage que les instituteurs remplaçants travaillant à l'année à Argenteuil soient logés à titre provisoire mais gratuitement dans un logement parmi ceux laissés vacants par les titulaires.

Depuis l'an dernier, unilatéralement, la municipalité d'Union de la gauche à majorité PCF, a décidé de revenir sur ces droits. C'est surtout la décision de faire payer un loyer aux remplaçants habitant un logement de fonction qui a cristallisé le mécontentement général. D'autant que le Syndicat National des Instituteurs (SNI), dirigé à Argenteuil par des militants du PCF, a encouragé ces remplaçants à ne pas payer. Mais aujourd'hui, pour les deux instituteurs qui n'ont pas payé, les poursuites sont engagées. L'un des deux a même dernièrement reçu le dernier avis avant saisie.

La municipalité parle de la crise et argue qu'il lui faut bien faire des économies quelque part ! Mais à Argenteuil, les instituteurs ne marchent pas.

Correspondant LO

Manufrance :

Des dizaines de milliers de manifestants dans les rues de Saint-Etienne

C'est le samedi 18 octobre qu'a eu lieu le grand rassemblement organisé à Saint-Etienne, à l'initiative de la CGT, pour soutenir les travailleurs de Manufrance. 300 cars avaient amené des militants et sympathisants de la CGT et du Parti Communiste, venus de toute la France, et Marchais et Séguy s'étaient déplacés.

Mais c'étaient surtout des militants qui étaient là, les travailleurs du rang, eux, étant bien moins nombreux. En particulier les délégations des usines de la Loire n'étaient pas très importantes, hormis bien sûr celle de Manufrance, qui comptait un millier de personnes environ.

Le Parti Socialiste lui aussi avait appelé à la manifestation. Sa présence était marquée par une délégation d'élus, Hernu, Poperen en particulier. Ceux-ci se sont à vrai dire copieusement fait huer, à l'appel de leur nom, par les militants du PCF, les mêmes sans doute qui, quelques années auparavant, collaient les affiches Mitterrand et étaient partisans de l'Union de la gauche sans condition...

Côté CGT et PCF, le ton était au radicalisme, tout au moins en paroles : « C'est pas à l'Elysée, c'est pas à Matignon, c'est pas dans les salons que nous obtiendrons satisfaction »... **Mais tout cela au milieu de nombreux stands axés sur** « Produisons français » **: le poids lourd français, le textile français, le charbon français et les véhicules militaires français. Entre autres un véhicule militaire français, le « Courtil », était exposé, car il devrait être « bradé » au profit d'un véhicule étranger. Manque de suite dans les idées, il est vrai, le journal** l'Humanité **circulait dans un véhicule Ford.**

Cela n'empêche que ce qui a été le plus important de cette journée, bien évidemment, est que cette manifestation ait rassemblé des dizaines de milliers de personnes ; des dizaines de milliers défilant dans les rues de la ville, pour protester contre la menace de licenciement qui pèse à nouveau sur le personnel de Manufrance et apporter à ces travailleurs leur soutien.

La manifestation du 18 octobre à Saint-Etienne.

La démolition d'un haut-fourneau à la SOLMER à Fos :

Une insécurité totale pour les travailleurs

Depuis le 26 septembre, le haut fourneau numéro 1 de la SOLMER est arrêté. Plusieurs entreprises extérieures sont chargées de sa démolition et de son démontage, dont l'ACM, la SOMAFER et la SOTRASI, qui s'occupent du découpage et de la mise en place des poutres métalliques pour soutenir les structures qui seront conservées : un autre haut fourneau va être aussitôt mis en place au même emplacement.

Le travail est pénible et surtout dangereux. Ce haut fourneau fait plusieurs dizaines de mètres de haut. Il est formé d'une cloche de métal, doublée intérieurement d'une grande épaisseur de briques réfractaires, le tout entouré de plates-formes en béton et de tuyauteries, dont celles, énormes, qui l'alimentent. Pour pouvoir sortir le plus rapidement possible les tronçons de la cloche métallique qui doivent être retirés après toutes les briques, la SOLMER fait abattre une cloison et des planchers par des maçons au marteau-piqueur. Pendant ce temps, les ouvriers des autres entreprises découpent, les uns au-dessus des autres, soit des tuyaux de refroidissement, soit des vannes, en jouant à l'acrobate puisque, une fois le découpage terminé, il ne reste que le vide. Certaines entreprises travaillent en poste, pour être dans les délais. C'est une véritable fourmilière bruyante, où tout le monde s'affaire dans une épaisse poussière, tantôt blanchi par le béton, tantôt noirci par les poussières de coke qui dégringolent des tuyaux découpés. De plus, certains tuyaux sont entourés de laine de verre et de galvanisé qui produisent des vapeurs toxiques au découpage.

L'important, pour les patrons de la SOLMER, c'est d'être concurrentiels et de pouvoir au plus vite utiliser le nouveau haut fourneau qui doit, disent-ils, concurrencer les Japonais.

Mais la conséquence pour les travailleurs est qu'il y a une absence quasi totale de conditions de sécurité. L'infirmerie du secteur commence d'ailleurs à avoir une liste impressionnante d'accidents plus ou moins graves survenus à des ouvriers travaillant sur le haut fourneau.

Correspondant LO

RHONE-POULENC PETROCHIMIE *(Pont-de-Claix - Isère)*

Les Moyens Généraux en grève

La totalité des ouvriers des Moyens Généraux sont en grève depuis vendredi 17 octobre. La grève avait été décidée la veille en assemblée générale, suite aux réponses négatives apportées par la direction aux revendications avancées par les travailleurs.

Ces revendications portent essentiellement sur l'augmentation des salaires de certains postes, augmentations qui avaient d'ailleurs été plus ou moins promises par l'encadrement, dans le cadre de l'installation de nouveaux matériels. Les nouveaux appareils sont soit installés, soit en passe de l'être, mais les promesses se sont envolées.

Pour l'instant, la direction a reculé sur un coefficient et quatre rattrapages individuels.

Mais les grévistes n'ont pas l'intention d'en rester là. Tous les matins, les travailleurs tiennent leur assemblée générale.

Lundi 20, après quatre jours, la grève continue.

Correspondant LO

CARBONE-LORRAINE *(Pagny - Moselle)*

Mort par intoxication

Dans un atelier où l'on mélange du téflon et du graphite pour en faire des joints, un travailleur qui manipulait des creusets de téflon a soudain ressenti un malaise. Pris d'une quinte de toux, il a dit à ses camarades : « J'ai dû respirer du téflon, je vais à l'infirmerie ». **Le surlendemain, il mourait à l'hôpital de Nancy, de complication infectieuse d'un œdème au poumon.**

Le téflon est un produit inoffensif à froid, mais à 380° il se décompose et donne du fluor (gaz très toxique, utilisé dans la fabrication de certains gaz de combat). Or les creusets que transvasait notre camarade avaient été chauffés à 600° dans un four.

La direction se défend en disant que les creusets avaient eu le temps de refroidir et que l'opération s'était toujours effectuée ainsi sans problèmes.

Pour l'instant, l'Institut national de recherche et sécurité fait une enquête et la fabrication du téflon est arrêtée.

Mais, d'ores et déjà, il est évident que la direction faisait effectuer un travail extrêmement dangereux sans se soucier des conditions de sécurité. Les gens étaient vaguement mis au courant que le téflon était dangereux, mais c'est tout. Elle s'estimait certainement quitte en fournissant à ceux qui le voulaient des moyens de protection individuels.

C'est ainsi, par exemple, qu'il y avait déjà eu des problèmes. Alors qu'il y a de la poussière de téflon partout dans ces locaux, la direction avait fait faire des travaux. Des tuyauteries avaient été découpées au chalumeau et, avec la chaleur dégagée, du fluor s'était formé et avait envahi l'atelier.

Cet incident est caractéristique du laisser-aller, de l'imprévoyance de la direction pour les conditions de travail.

A l'usine Carbone-Lorraine de Gennevilliers (92), où certains ateliers travaillent aussi du téflon, c'est seulement après l'accident de Pagny que nous avons été informés largement des risques de ce produit et que la direction cherche maintenant des produits de remplacement.

Il y a quelques mois, à Gennevilliers, il avait fallu que du plomb soit trouvé dans le sang d'un ouvrier de la Fabrication pour que la direction se décide enfin à étudier un système automatique de manipulation du plomb, pour remplacer le système archaïque actuel.

Il est donc vraisemblable que ce soit ce mépris de nos conditions de travail, ce souci d'économies, qui ont tué aujourd'hui à Pagny.

Correspondant LO

dans les entreprises...

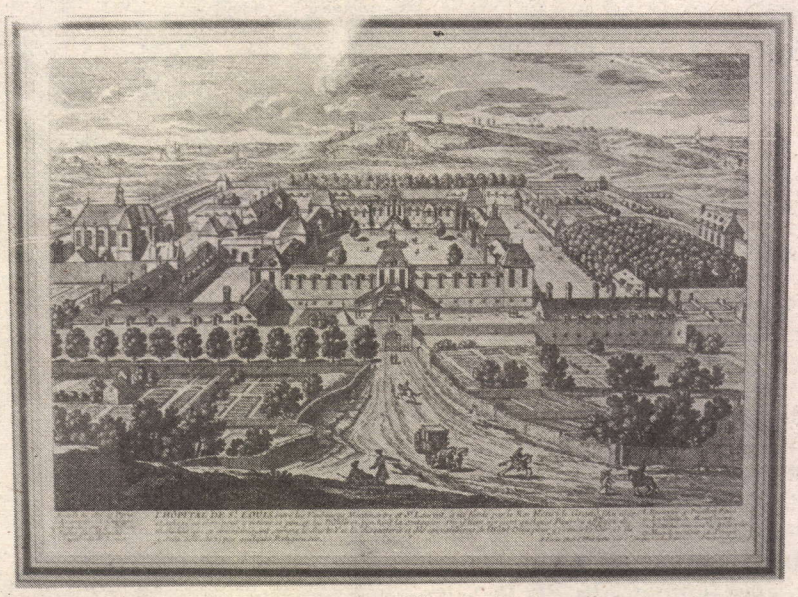
HOPITAUX PARISIENS

Attention, un patrimoine peut en cacher un autre !

L'Assistance publique de Paris, le week-end dernier, invitait le public par voie de presse et de radio à découvrir son patrimoine, six établissements particulièrement vétustes et « chargés d'histoire », **que chacun pouvait admirer au cours d'une visite guidée.**

Certes, l'Assistance publique possède de véritables monuments historiques, mais son authentique patrimoine, elle le réserve à ses malades. Il ne vaut mieux pas se glisser derrière les belles façades sous peine d'être déçu et écœuré. Car le véritable patrimoine, c'est celui que tous les jours les malades connaissent, et il est loin d'être « visitable ».

Bien sûr, une grande partie des salles communes ont été réaménagées, sans confort, en faisant toujours au plus économique : WC, toilettes insuffisantes, chambres minuscules. Combien de salles d'hospitalisation attendent depuis des années un simple coup de peinture ? Bien des services sont trop petits, et les malades parqués dans les couloirs sur des brancards, en attendant que des lits se libèrent, comme à Cochin par exemple. Ou bien encore, la benne à ordures est stationnée devant l'entrée des cuisines : ceci à Beaujon ; le matériel vieillot et dangereux, comme à Bicêtre, où un ouvrier est mort, il y a quelques mois, en manipulant un vieil appareil de stérilisation qui aurait dû rejoindre depuis longtemps le musée des antiquités.



L'hôpital Saint-Louis : gravure du XVII^e siècle. Il y a l'ancien dont on se vante et...

L'hôpital Necker : photo du XX^e siècle. Le présent qu'on préfère cacher !

L'Assistance publique, c'est également le personnel surchargé, en nombre insuffisant, avec du matériel compté au plus juste quand il n'est pas purement supprimé.

L'Assistance publique a voulu se faire de la publicité en dévoilant au public six façades sur les presque quarante établissements qu'elle possède. Mais il lui reste un monumental effort à entreprendre pour que les malades, et pas seulement le public, puissent « visiter » ses hôpitaux dans de bonnes conditions... d'hospitalisation.

Correspondant LO

CHR DE BORDEAUX

Temporaires ? à la rue !

Au CHR de Bordeaux, comme chaque année, c'est l'époque des licenciements de temporaires... Sur le groupe Haut-Lévêque, la direction se prépare à jeter à la rue 130 employés sous contrat à durée déterminée d'ici fin décembre. Bien commode, ces contrats : on peut ainsi se débarrasser de plusieurs centaines d'employés, quitte à les reprendre dans quelques semaines... ou quelques mois. Une façon scandaleuse de pallier le manque de personnel... à peu de frais !

Auxiliaires pour la vie ?

Il existe sur le groupe Sud 300 auxiliaires environ, dont certains le sont depuis deux ou trois ans. Tous, bien sûr, espèrent leur titularisation et la sécurité de l'emploi qu'elle apporte. Mais la direction déclare : **« Tant qu'il n'y aura pas de postes... pas de titularisations ».**

Et comme dans le budget 1981, il ne doit pas y avoir de nouvelles créations de postes, il faudra donc attendre des départs à la retraite.

Ainsi, pendant des années, 12 % de nos camarades resteront sous-payés, mais aussi menacés du chômage.

Pour la direction, une bonne auxiliaire doit être infatigable et docile, sinon, la porte !

L'administration nous soigne

Le mal aux vertèbres, les lombalgies, sont des maux courants pour les employés des hôpitaux ! Mais avec la pénurie de personnel, ces maladies se multiplient. Bien souvent, il n'est plus possible de prendre certaines précautions — par exemple, se mettre à deux pour soulever un invalide. Il n'est donc pas étonnant que la direction annonce que les dorsalgies représentent actuellement 65 % des arrêts de maladie !

Aussi, ces messieurs ont-ils décidé de prendre le taureau par les cornes : début octobre, on nous annonce que, sur le groupe Haut-Lévêque (2 500 agents), il sera organisé désormais, deux heures par semaine, des cours de gymnastique dans une salle de 8 places... en dehors de nos 40 heures de travail ! Coût de l'opération : 130 F par semaine.

Plutôt que d'embaucher le personnel qui fait autant défaut aux malades qu'à nous-mêmes, la direction préfère licencier d'un côté et amuser la galerie de l'autre !

TELIC (Strabourg)

Chômage partiel

Depuis lundi 13 octobre, environ 1 100 travailleurs de l'usine TELIC (Téléphonie Industrielle et Commerciale) de Strasbourg ne travaillent plus que 32 heures par semaine et ce pour une période de six mois. Les ponts de la Toussaint et de fin d'année seront également chômés.

Au mois de mars, déjà, cette entreprise (filiale du trust CGE) qui, d'après **Les Dernières Nouvelles d'Alsace** du 4-10-80, est une **« firme qui financièrement se porte bien et qui a de belles cartes dans son jeu »,** s'était débarrassée de 433 personnes qui avaient choisi de quitter l'usine avec une prime de départ de 40 000 F.

Aujourd'hui, la direction prend à nouveau prétexte de difficultés sur le marché de la téléphonie pour imposer le chômage technique. Quand cette mesure fut annoncée à un meeting organisé par les syndicats dans la cour de l'usine vendredi 3 octobre, 400 ouvriers ont débrayé et occupé les bureaux de la direction pour exiger que les 32 heures soient payées 40 et qu'elles soient faites en quatre jours et non en cinq comme le proposait la direction.

Dans l'ensemble, les travailleurs ne sont pas trop mécontents d'être à l'usine un jour de moins par semaine et ce fut un cri de joie quand, à la suite d'un sondage, les chefs annoncèrent que c'était le vendredi qui serait chômé. Et comme disait un ouvrier : **« Ils risquent d'avoir des difficultés à nous faire reprendre à 40 heures dans six mois. On ne lâche pas si facilement une aussi bonne habitude ! ».** Mais il reste encore à obtenir l'autre revendication : que les 32 heures soient payées 40.

Correspondant LO

CHANTIERS NAVALS DE SAINT-NAZAIRE

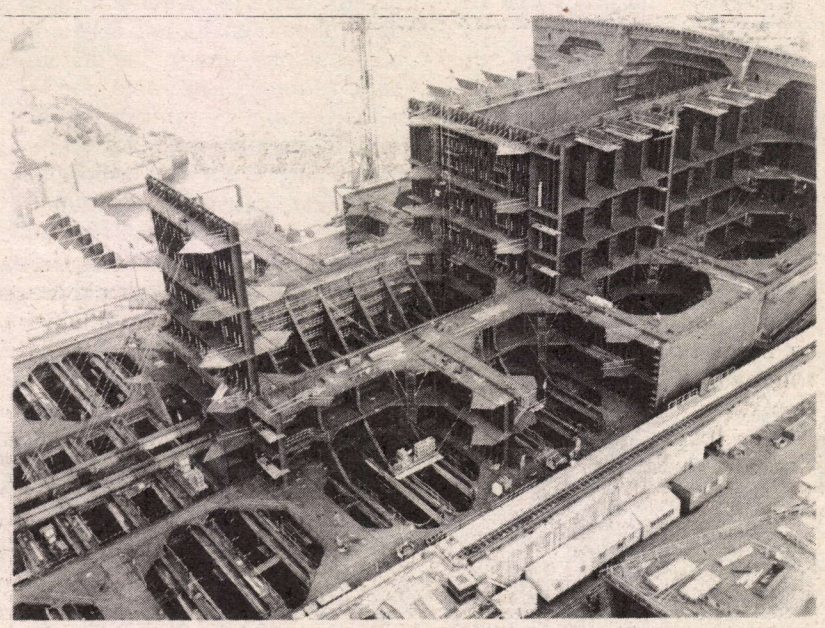
L'Allemagne : la bête noire de la CGT-ETDA

La section syndicale CGT-ETDA des Chantiers tente actuellement d'attirer la maîtrise et les ingénieurs.

Pour arriver à ses fins, elle développe un corporatisme outrancier. Dans une étude qu'elle a faite sur l'évolution de la maîtrise de 1971 à 1980 aux Chantiers, la CGT-ETDA affirme que la direction s'orienterait vers une diminution de paliers hiérarchiques entre l'ouvrier et le directeur de production. Et elle est allée trouver le chef du personnel pour lui demander d'augmenter le nombre de chefs à différents niveaux.

Suite à cette rencontre, la CGT a fait une information d'une douzaine de pages qui a été distribuée à tout l'encadrement, y oompris les plus haut placés.

Là, on peut y lire cette demande solennelle : « Voulez-vous réduire le nombre d'intermédiaires à 2 entre l'ouvrier et le directeur de production, comme en Allemagne, alors qu'ici il peut y en avoir au moins 6 (chef d'équipe, contremaître, chef d'atelier adjoint, chef de fabrication adjoint ou directeur de production ?... ».



Un gros navire en construction dans les chantiers de Saint-Nazaire.

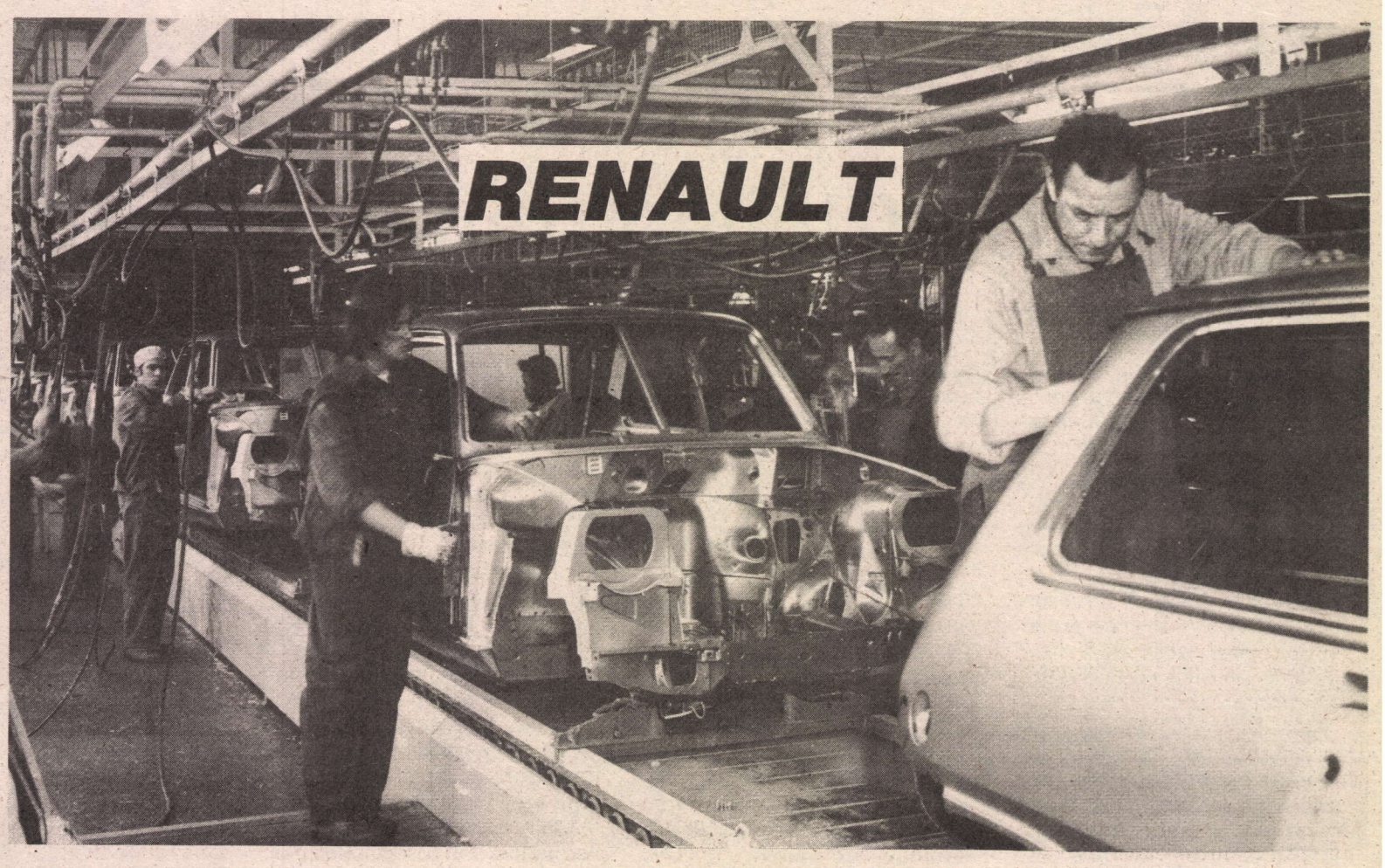
Inutile de dire que la CGT-ETDA n'est pas allée dans les ateliers expliquer aux ouvriers qu'elle réclamait aux patrons au moins six chefs au-dessus d'eux !

Correspondant LO

dans les entreprises...

Le départ en retraite anticipée :

Bluff et réalité



La Régie Renault avait annoncé dès le mois de novembre 1979 qu'elle allait mettre en retraite anticipée des travailleurs âgés de 56 ans et 3 mois avec 70 % du salaire brut, c'est-à-dire 81 % du salaire net.

L'information avait été répercutée par la presse et la télévision, à grand renfort de publicité.

En réalité, quand la Régie a fait cette annonce, le FNE (Front national pour l'emploi) n'avait pas donné son accord. Et jusqu'au dernier moment, c'est-à-dire à la mi-octobre, personne ne savait qui partait et quand.

Sur 2.500 ouvriers concernés, seulement 1.700 environ pourront partir. De 56 ans et 3 mois, l'âge a été ramené à 56 ans et 6 mois. On imagine facilement l'état d'esprit des travailleurs qui croyaient partir et qui devront rester 4 ans de plus à l'usine.

De plus, les travailleurs qui vont s'en aller ne seront pas remplacés. Pourtant il y a un an, quand l'annonce de ces futurs départs à la retraite anticipée avait été faite dans la presse, la Régie expliquait que c'était pour embaucher 5.000 jeunes. Aujourd'hui, elle ne parle plus officiellement que de licenciement collectif et... demande l'accord et l'argent des ASSEDIC ! Mais, comme toutes les entreprises, la Régie Renault restructure et, avec ces départs à 56 ans et 9 mois, elle entend faire supporter les frais de sa restructuration aux ASSEDIC, c'est-à-dire en se servant des cotisations des travailleurs.

Deux travailleurs de Renault Saint-Ouen concernés par ces mesures nous disent ce qu'ils en pensent.

UN PREMIER OUVRIER :

« Quand ils ont annoncé qu'ils allaient faire partir les ouvriers en retraite à 56 ans et trois mois, tu étais concerné. Qu'est-ce que tu en as pensé ?

— Moi, j'ai trouvé cela vachement bien, surtout pour les gars qui étaient handicapés. Cela voulait dire un avancement de l'âge de la retraite. Ils nous ont bien leurrés. Et après cela a tourné au vinaigre : ils ont reculé les dates, ils ont réduit les effectifs qui devaient partir et ils ont augmenté les âges. Au début, c'était 56 ans et 3 mois, puis cela a été 6, et aujourd'hui il faut 56 ans et 9 mois pour partir avec une retraite décente.

— Quelle conséquence cela a eu ?

— Eh bien, il y a des gars qui sont restés sur le carreau alors qu'ils avaient tout préparé pour partir. C'est mon cas. Je devais partir aves les handicapés et, à un mois près, je ne pars pas. Je vais rester trois ans et demi en plus pour un mois. Cela se termine au mois de juin et je suis du mois de juillet. A côté, là, il y a un camarade : c'est pareil. A un jour près, il ne part pas. Et cela fait un an qu'il se préparait à partir.

— Ici à Saint-Ouen, il y a 32 gars qui vont partir. Est-ce que tu crois qu'ils vont embaucher du personnel ?

— C'est sûr que non. Au Perçage, il y a plusieurs gars qui vont partir ; et ils demandent déjà à des ajusteurs de venir sur les perceuses, avec comme espoir de passer P3 ; enfin, du moins c'est ce qu'ils leur promettent. Promesse qui pourra être longue à se réaliser... La Régie, elle en profite pour dégraisser. La preuve, c'est qu'elle vire des intérim.

— Combien gagnes-tu maintenant ? Et si tu étais parti, combien tu aurais touché ?

— Au bout de 30 ans de maison, en étant P1 assimilé, j'aurais touché 3.580 F par mois, avec une prime de départ de 33.000 F. Et aujourd'hui, je gagne entre 4.000 et 4.100 F, je ne me souviens plus exactement. »

UN DEUXIEME OUVRIER :

« Tu pars, toi ?

— Oui, au 1er novembre. A Saint-Ouen, il n'y en a que 5 qui restent ; mais à Billancourt, ils parlent de 300. Pour tous ceux-là, c'est malheureux ; car s'ils avaient fait des projets de partir en province ou de vendre leur logement ou d'acheter quelque chose, cela va leur poser des problèmes. Il y en a qui risquent de faire de la dépression ou des ennuis de santé. Je serais dans ce cas-là, je serais très déprimé.

— Au niveau financier, comment cela se traduit-il pour toi ?

— Moi, en tant qu'ATP (agent technique professionnel), je m'en vais avec environ 5.000 F par mois et une prime de départ de 6 millions d'anciens francs.

— Cela te fait gagner combien de temps ?

— Cela me fait gagner 2 ans. Pour moi, c'est appréciable de partir à 58 ans. On est moins perdant qu'en partant à 60 ans. »

R.V.I. ***(Vénissieux - Rhône)***

Ras-le-bol du Salon !

Le Salon de l'auto a été, paraît-il, une bonne opération pour R.V.I. puisqu'il y aurait eu plus de commandes que l'année dernière. Pour les ouvriers, il s'est traduit par un surcroît de travail, pour sortir le nouveau modèle à temps.

Les exemplaires de la nouvelle gamme envoyés au Salon avaient belle allure. On n'avait pas lésiné sur la peinture des cabines et, même, le châssis et les organes moteurs avaient été poncés, peints, reponcés et repeints : un vrai miroir ! Les centaines de camions qui attendent, eux, sur les parcs sont beaucoup moins reluisants, cela va sans dire.

La direction avait voulu que le nouveau modèle soit produit en nombre suffisant avant le Salon. Mais rien n'était au point, certaines pièces livrées par les fournisseurs ne s'adaptaient pas et les temps de montage n'ont pas été calculés.

Sur la ligne 1, la chaîne de montage, où sont montés les nouveaux modèles, une vingtaine d'ouvriers venaient d'être retirés à cause d'une diminution du nombre de camions. Cependant, avec les nouveaux modèles il y avait de nouveau plus de travail. Résultat : des camions sont sortis avec des pièces manquantes et, aux essais, des faisceaux électriques flambaient.

Les ouvriers de la ligne ont débrayé une première fois pour obtenir une révision des charges et le retour d'une partie des travailleurs mutés. Ils sont montés à trente dans le bureau du chef de production et lui ont dit tout ce qui n'allait pas. Le chef a fait des promesses mais quelques jours plus tard il n'y avait toujours rien et il a fallu que les travailleurs redébrayent pour qu'il se décide enfin à revoir les charges, à envoyer sur la ligne tous les « volants » disponibles et à espacer un peu plus les camions sur la chaîne.

Correspondant LO

NORTON ***(La Courneuve - Seine-Saint-Denis)***

On a eu le stop parce qu'on a bougé

Depuis plus de deux semaines que le feu tricolore qui règle la circulation à la porte de l'usine ne fonctionnait plus, de nombreux travailleurs de chez Norton se livraient à un véritable gymkhana pour traverser la nationale 2 tant à pied qu'en voiture.

Renseignements pris tant par la direction que par les organisations syndicales, rien ne pouvait soi-disant être fait pour la réparation de ce feu : la préfecture n'avait pas de budget prévu à cet effet ; le commissariat n'avait personne à mettre à la porte pour assurer la circulation. Enfin, à les écouter tous, il n'y avait plus qu'à risquer l'accident deux fois par jour.

Mais comme par hasard, jeudi 16 octobre, la direction départementale de l'Equipement débloquait le budget nécessaire à la mise en place d'un feu tricolore neuf, qui devrait être installé dans 15 jours.

Comme par hasard aussi, un policier était affecté en attendant à la circulation devant l'usine.

Un heureux hasard ? Pas tout à fait quand on sait que ce même jeudi, nous étions plus de 200 à barrer la nationale 2 pendant une demi-heure, bien décidés à recommencer si aucune solution n'était trouvée. Du coup, tout devenait possible. Mieux, l'administration, une fois n'est pas coutume, faisait un « excès de vitesse » puisque quatre jours plus tard, nous avons eu le feu promis.

Correspondant LO

LIVRES

TIERS-MONDE

« L'Afrique étranglée »

de René Dumont et Marie-France Mottin

Le livre de Marie-France Mottin et de René Dumont est le fruit des récents séjours de celui-ci dans plusieurs pays africains, en Zambie, en Tanzanie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, en Guinée-Bissau et au Cap-Vert.

Cet ouvrage est un long cri de colère contre tout ce qui a conduit une partie de l'Afrique à la famine et à la désertification du sol.

René Dumont rappelle que les enfants du Tiers Monde meurent par millions chaque année et que « notre système économique en a tué bien plus que Hitler, Staline, le chah et Pinochet ». **Alors bien sûr il y a les fameuses « aides » des pays riches. Mais l'auteur montre qu'il s'agit la plupart du temps d'une** « générosité qui rapporte (...). Le FAC français — Fonds d'aide et de coopération — finance toujours les infrastructures et les cultures d'exportation qui nous fournissent à bas prix arachide et coton en savane ; huile de palme, café et cacao, caoutchouc, bananes, ananas, bois tropicaux, en zone forestière... ». **Quant au FED (Fonds européen de développement)** « il a largement financé les plantations de palmiers à huile de la Côte d'Ivoire au Dahomey, contribuant certes à développer la production de corps gras — mais aussi à en abaisser les cours mondiaux. Ce qui a rapporté au Marché commun beaucoup plus que ses investissements ». **A titre de comparaison et pour montrer le côté dérisoire de la prétendue « aide », les auteurs notent que** « la seule protection du lait européen excédentaire coûte 4 milliards de dollars par an : beaucoup plus que l'aide aux pays d'Afrique, des Caraïbes, du Pacifique ».

Il y a 20 ans, René Dumont écrivit L'Afrique Noire est mal partie, **livre dans lequel il montrait que les pays nouvellement indépendants héritaient un lourd passif de l'époque coloniale. Il s'y montrait pessimiste sur les capacités des nouveaux dirigeants (pour la plupart venus au pouvoir avec l'assentiment des grandes puissances) à rompre avec le passé. Il prévoyait, dans la pire hypothèse, que l'Afrique comme tout le Tiers Monde allait à la famine. Aujourd'hui, ce sombre pronostic est en train de se réaliser. Les progrès de l'industrie agro-alimentaire, l'introduction des engrais et de la mécanisation font que les pays d'Afrique produisent bien plus, mais toujours pour les autres, les pays industrialisés. L'agro-alimentaire a produit en Afrique « l'agro-famine », dit Dumont ; la production en grand de cultures pour l'exportation entraîne la diminution parallèle des cultures vivrières, à laquelle s'ajoute l'usure des sols, la désertification. L'exemple de la Côte d'Ivoire est tout un symbole. Dans un premier temps, la fertilité des sols de ce pays lui a permis de devenir un des premiers producteurs de cacao, le 3e producteur mondial de café, on a parlé de « miracle ivoirien ». Mais pour ce « miracle » on a sacrifié la forêt. Il y avait 12 millions d'hectares de forêt en 1956 ; en 1980, il en reste dix fois moins. Dumont estime que la forêt aura complètement disparu en Côte d'Ivoire en 1985.**

Les auteurs dénoncent l'échange inégal, par lequel les pays riches achètent à bas prix les produits agricoles africains et vendent à prix d'or les produits manufacturés. Un exemple parmi bien d'autres : Houphouët-Boigny, président de Côte d'Ivoire, a lui-même déclaré que quatre complexes agro-industriels livrés à ce pays avaient été « surfacturés de 34 milliards de francs ».

Mais R. Dumont dénonce également les dirigeants africains qui se font les intermédiaires de ce pillage en encourageant les cultures d'exportation afin de se procurer des devises le plus souvent dépensées pour des achats de prestige ou des importations destinées à une minorité privilégiée des villes. Un chapitre est consacré à la femme paysanne, celle qui en plein 20e siècle, faute de charrette, doit transporter la récolte sur sa tête, faisant pour cela des centaines de kilomètres à pied avec bien souvent un bébé sur le dos.

La sécheresse au Sahel. L'exploitation capitaliste des sols d'Afrique, principale responsable d'une désertification croissante.

Tout au long du livre, les auteurs indiquent quelles mesures immédiates pourraient prendre des gouvernements qui auraient vraiment à cœur de défendre les intérêts des plus pauvres, y compris dans le cadre actuel. Mais compter sur la bonne volonté de certains dirigeants comme semble le faire Dumont est une illusion, même si tout son livre prouve qu'il s'en doute. Et quand il conseille aux « Français moyens » de mettre fin au gaspillage, on ne voit pas en quoi cela résoudrait les problèmes des pays sous-développés que la population occidentale diminue sa consommation.

Malgré ces réserves, quant aux solutions préconisées, ce livre reste un long plaidoyer, passionnant et passionné, contre les méfaits de l'exploitation capitaliste à l'échelle de tout un continent.

Yvette BLONDIN

L'Afrique étranglée, de René Dumont et Marie-France Mottin, Ed. Seuil, 264 pages, 50 F environ.

Romans

« Les figurants »

de François Weyergans

Les figurants, le roman de François Weyergans, est une large fresque qui, à travers la vie d'une famille durant cinq générations, retrace la vie politique en France depuis 1900 avec les événements internationaux qui lui sont liés.

Et c'est captivant.

L'auteur a situé ses personnages dans des milieux populaires ou à la frange de la petite bourgeoisie et il nous montre de quelle façon les bouleversements politiques de ce siècle marquent dans leur vie quotidienne ces gens simples et attachants.

A travers le pays se croisent Marcel, le militant communiste qui restera un compagnon de route malgré les virages et contre-virages de son parti ; sa nièce Christine ; Lucienne qui voulait devenir actrice et finira dans les bars à Marseille ; sa fille Monique qui épousera un passionné de sciences physiques, torturé et tué pendant la Deuxième Guerre mondiale parce que Juif ; Bernard, catholique fervent, et père de six enfants dont Isabelle, Delphine, Jean-Pierre qui vivront l'après-guerre et la guerre d'Algérie, et enfin Laetitia qui a 10 ans en 1980.

Mais au-delà de la vie elle-même de ces personnages, ce qui fait l'intérêt de ce roman, c'est de les voir évoluer dans le contexte politique et social de l'époque, et c'est la peinture que fait l'auteur de ces événements.

Les figurants, qui n'interviennent pas ou peu dans les événements (d'où le titre) mais en sont les témoins directs, sont donc une occasion pour l'auteur de nous rappeler ce que ce siècle a déjà vécu.

Ce récit vif et enlevé passionne du début à la dernière page.

Juliette ARONI

Les figurants, **de F. Weyergans, Editions Balland, 276 pages, 46 F environ.**

« La Grimace »

de Heinrich Böll

Voici un nouveau roman d'Heinrich Böll, auteur allemand surtout connu du public français pour son roman **L'honneur perdu de Katarina Blum,** porté à l'écran.

Dans l'Allemagne d'Adenauer, vers 1960, le fils d'un important industriel de Bonn, en révolte contre son milieu, devient clown. Un jour où il ne lui reste pour toute fortune qu'un seul mark, il téléphone à tous ceux qu'il peut connaître. C'est l'occasion de nous décrire l'hypocrisie d'un bon nombre de notables de la bonne société allemande.

Il y a ceux qui voulaient se battre jusqu'au bout contre les « judéo-yankees » dans les derniers mois de la guerre — ou plutôt qui envoyaient se battre les autres, par exemple leurs enfants dans les jeunesses hitlériennes — et qui animent maintenant un Comité pour la suppression des antagonismes raciaux, mais n'ont guère plus d'humanité. Il y a ces catholiques qui **« préfèreraient certes en prendre à leur aise en matière de morale plutôt que de risquer une faute de goût »** et ne se hasarderaient jamais à risquer quelque sentimentalité. Il y a ces journalistes qui font dire au héros qu'il **« existe de curieuses formes officieuses de prostitution en comparaison desquelles la vraie prostitution fait figure d'honnête industrie ».**

Ce livre, plein d'une ironie amère souvent drôle, est écrit simplement. Ses critiques — qui sont celles d'un moraliste — contre des bourgeois cultivés mais pleins d'une trop bonne conscience sont justes et fines.

Jean HAINAUT

La grimace, **d'Heinrich Böll, Editions du Seuil, Collection « Points », 282 pages, 15 F environ.**

LIVRES

TÉMOIGNAGE

« Médecin de la liberté »

de Paul Milliez

Dans *Médecin de la liberté,* Paul Milliez, spécialiste de l'hypertension artérielle, répond aux questions d'Igor Barrère. Outre sa notoriété médicale, le professeur Milliez est connu pour ses prises de positions libérales, en particulier en matière d'avortement.

En 1972, il a apporté son témoignage au procès de Bobigny : une jeune fille était jugée pour avortement. Il lui apporta son soutien, déclarant que, bien qu'opposé aux avortements, il en a pratiqué lui-même. Cette prise de position lui valut de sérieuses inimitiés, telles celle d'un de ses amis qui lui déclara à l'époque : « *Tu es devenu communiste* ». Paul Milliez, catholique pratiquant, est opposé à la destruction de toute vie. Mais entre celle de la mère et celle du fœtus, il choisit la première, sans être pour l'avortement et pour la contraception sans réserves. Il explique que la contraception, sous forme de pilules ou de stérilet, aurait à la longue des effets physiologiques néfastes, et il prône la maîtrise de soi. Mais, dit-il, dans les circonstances actuelles, ce n'est guère possible pour la majorité des gens. Et il n'est pas question, pour lui, de chercher à l'imposer à tout le monde.

Le professeur Milliez est antiraciste. Il a sauvé des médecins juifs pendant l'Occupation ; actuellement, il est considéré comme « *l'ami des Arabes* » ; il tient à dire qu'à son sens, Juifs et Arabes devraient pouvoir coexister dans une même nation. Par ailleurs, ce grand patron, souvent appelé en consultation par les « grands » et les chefs d'Etat parle avec chaleur du personnel des hôpitaux, s'indigne de l'attitude hautaine à leur égard du corps médical.

Ce corps médical, il le connaît bien et le juge avec une certaine lucidité. Il aborde dans son livre le charlatanisme, l'appât du gain d'un certain nombre de médecins. Il démontre les effets néfastes de la politique du Conseil de l'ordre, qui vise à limiter le nombre de médecins, pour assurer leurs privilèges. Mais en même temps, il se montre très solidaire de ses confrères et explique que la médecine libérale, la médecine pour l'argent, n'est finalement pas si mal. « *Je connais des médecins qui ont bouleversé la science pour assurer leur carrière* », dit-il, ce qui est assez révélateur d'une société où le progrès — quand progrès il y a — ne peut exister que parce que, souvent, quelques privilégiés y trouvent d'abord égoïstement leur propre compte.

Le professeur Milliez traite aussi largement, exemples à l'appui, tous les problèmes liés à l'exercice de la médecine : l'euthanasie et la survie artificielle de mourants ; la spécialisation de la médecine, la déshumanisation des hôpitaux, les progrès médicaux... A travers les anecdotes tirées d'une expérience personnelle de cinquante années de pratiques, Milliez montre une pensée riche, nuancée, et indulgente.

Cet homme libéral et réfléchi est, il ne s'en cache pas, un homme de droite. Résistant sous l'Occupation, il suivit De Gaulle à la fondation du RPF. Quand il découvrit son caractère fascisant, dit-il, il le quitta, tout en conservant son admiration pour De Gaulle et ses amitiés parmi les gaullistes. Par ailleurs, Milliez est un fervent chrétien, élevé par les jésuites. Et même s'il formule de sévères accusations contre l'Eglise, son dogmatisme et son hypocrisie, il n'en termine pas moins son livre par ces mots : dieu seul est grand.

Par tous ces aspects, bien sûr, Milliez nous est opposé. Ce qui n'empêche pas le personnage d'apparaître, à travers ses prises de positions et à travers ses livres, comme chaleureux, humain et assez sympathique.

Gaston DEVAU

Médecin de la liberté *de P. Milliez. Edition du Seuil, 329 pages. 50 F environ.*

HISTOIRE

« L'occident devant la Révolution soviétique »

de Marc Ferro

On ne trouve dans ce livre que bien peu d'informations sur les réactions de la population européenne à la Révolution d'Octobre et encore moins d'informations sur les différents mouvements ouvriers qu'elle a alors suscités.

Le but de l'auteur n'est pas là. Il est de « démystifier » la Révolution russe. Mais sous couvert de démolir les idées toutes faites sur le sujet, il s'attache à démontrer celle qui est la plus répandue : pour lui, passés les premiers mois, tout alla de mal en pis et Staline ne fit que poursuivre l'œuvre de ses prédécesseurs. Il affirme, par exemple, qu'en signant la paix avec l'Allemagne, ***« Lénine et Trotsky avaient déjà choisi, avant Staline, de sacrifier la Révolution européenne à la consolidation de leur propre pouvoir dans un seul pays ».***

Après avoir asséné quelques affirmations de ce type sans grande argumentation, l'auteur expédie en dix pages la période de la prise du pouvoir par Staline et de la lutte de l'Opposition de gauche, ce qui lui évite même d'avoir à argumenter pour justifier sa thèse prétendant, contrairement à la réalité historique, le stalinisme comme l'enfant naturel de la révolution ouvrière.

Michel BROUSSE

L'Occident devant la Révolution soviétique ***de M. Ferro. Edition Complexe. 120 pages. 20 F environ.***

Communiqués

— **Pascal Robin** chantera du 29 octobre au 1er novembre, tous les soirs, à 20 h 30 à **La Tanière,** 45, bis rue de la Glacière, M° Glacière.

— **Théophile** présente son nouveau spectacle — **Il y a toujours des journées de chiens écrasés** — à 21 h 30, tous les soirs sauf dimanche et lundi, à **L'échaudoir,** 9, avenue Corentin-Cariou, Paris 19e, jusqu'au 2 décembre.

EXPOSITION

L'image sacrée en Thaïlande

La culture indienne a dans tous les domaines marqué l'art thaïlandais dès le 1er siècle de notre ère. Le bouddhisme et le brahmanisme se sont ajoutés aux croyances locales préexistantes.

Par ailleurs, la Thaïlande a connu au cours des siècles bien des invasions. De nombreux peuples : les Mons, les Khmers, les Thaïs y ont, à tour de rôle ou conjointement, assuré leur domination.

Aussi peut-on distinguer dans la sculpture thaïlandaise plusieurs styles bien différents : péninsulaire, mon, khmer, thaï, lesquels ont évolué de manière différente au cours des siècles et selon les régions.

Les 69 sculptures en métal, en pierre, en stuc ou en bois qui sont présentées et qui ont été exécutées entre le VIe et le XIXe siècle illustrent les similitudes mais aussi la variété de cet art religieux.

La plupart des pièces exposées sont magnifiques. La souplesse et la légéreté des attitudes, l'expression tantôt mystérieuse tantôt narquoise des visages sont là pour témoigner d'une civilisation qui avait atteint un degré de développement artistique important.

Une série de photographies en couleurs de fresques murales de temples thaïlandais nous montrent des peintures chatoyantes mettant en scène la population.

Malheureusement, il n'y a aucune explication indiquant aux visiteurs ce que furent ces civilisations, ce qu'étaient le bouddhisme et le brahamisme et en quoi ces religions influencèrent l'art et la vie quotidienne.

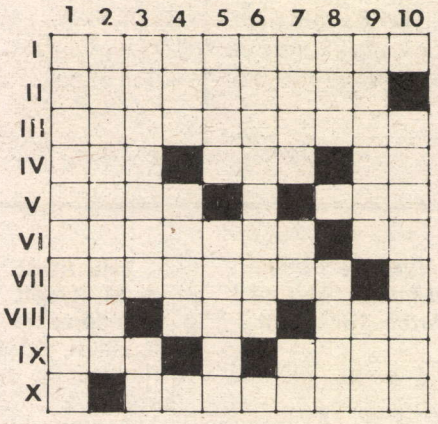
Cette exposition est une occasion peut-être unique de découvrir un art peu connu en France. Mais quel dommage que si peu d'efforts de préparation aient été faits.

Joëlle GERARD

Bouddha méditant - XIIe siècle - art khmérisant.

Musée du Petit Palais, **avenue Winston-Churchill, métro Champs Elysées-Clemenceau. Ouvert de 10 h à 17 h 40 tous les jours sauf le lundi. Entrée 12 F. Groupes scolaires gratuit.**

Mots croisés



Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	F	E	D	E	R	A	T	I	O	N
II	A	N	E	M	I	E	G	■	R	U
III	L	A	M	P	E	R	■	E	T	E
IV	B	■	A	L	■	A	N	N	I	E
V	A	D	R	O	I	T	■	T	E	S
VI	L	A	C	I	N	I	E	E	S	■
VII	A	C	H	E	■	O	A	S	■	S
VIII	■	A	E	■	O	N	U	■	U	A
IX	O	P	U	S	■	S	■	F	A	N
X	C	O	R	S	E	■	S	E	L	S

HORIZONTALEMENT. — I. Trouve toujours de bons motifs. — II. Rend les contacts difficiles. — III. Charpentes. — IV. Faux n'est pas franc. Outre-Manche, s'enfile avec ou sans faux-col. Possessif. — V. Sois gai. Esaü en était friand. — VI. Ont pris l'air. Préposition. — VII. Possessif. Peu causante. — VIII. Préfixe. Sanctionne certaines études. Pour encore recommencer. — IX. En moins. Roula. — X. Vous font bien voir.

VERTICALEMENT. — Mieux assurée sans tiers. — 2. Se protègeant de droits dangereux. — 3. S'est abîmée. Conjonction. — 4. Plutôt léger quand on le double. Se veut hors du commun. — 5. Manifesta de l'humeur. Rassemble tous les instruments. — 6. Les artistes ont les leurs. — 7. Quand on y tient, il vaut mieux éviter la veuve. Chemise noire. Dont on a pris connaissance. — 8. Attrapa. Célèbre école britannique. — 9. Un conduit de vidange. Fut la première, dit-on. — 10. Passeras.

FILMS

« LE MAUVAIS FILS » de Claude Sautet

Bruno (Patrick Dewaere) revient des Etats-Unis où il a été emprisonné pendant quatre ans pour trafic de drogue.

A sa sortie de prison, il rentre en France et retrouve son père, ouvrier, qui est maintenant veuf (sa femme est morte pendant l'emprisonnement de Bruno). Il reporte sur son fils la responsabilité de la mort de sa femme, l'échec de sa vie et sa solitude.

Le fils, lui, essaie de ne plus être marginal : il ne se drogue plus, tente de rejoindre les gens « normaux », il a envie de donner, de partager mais les autres sont fermés. Ne serait-ce que trouver du travail est loin d'être facile. Il se fait embaucher comme manœuvre sur un chantier : il est le premier Français à tenir plus de trois jours dans ce travail.

Avec beaucoup de sensibilité, de justesse, Claude Sautet montre les rapports, souvent difficiles, de Bruno avec son père et avec Brigitte Fossey, son amie en post-cure de désintoxication. Un film qui ne laisse pas indifférent.

Marielle LEMONNIER

« MOURIR A TUE-TÊTE » d'Anne-Claire Poirier

Ce film est un nouveau réquisitoire contre le viol. La réalisatrice, une canadienne, montre de quelle façon le viol est une atteinte à la dignité de la femme encore plus, souvent, qu'à son corps.

Avec beaucoup de discrétion, elle montre, en ne filmant jamais les deux personnages ensemble, comment le viol est le contraire d'un acte d'amour.

Mais le film va plus loin que ce seul viol. Anne-Claire Poirier donne la parole à des femmes et des fillettes violées, celles-ci la plupart du temps par leur père. En outre, elle évoque le sort des femmes mutilées, violées, bafouées, humiliées à l'occasion des guerres ainsi que certaines coutumes qui, en Afrique, portent atteinte à l'intégrité sexuelle de la femme.

***Mourir à tue-tête* est un film poignant. Il révolte contre cette société qui perpétue depuis des siècles la domination de l'homme sur la femme, domination qui conduit à de tels comportements et de telles pratiques et transforme bien souvent les victimes en coupables.**

Juliette ARONI

« LE TROU NOIR »

Ce nouveau film de science-fiction est fidèle à une formule qui a fait ses preuves depuis *La guerre des étoiles.* Le public s'en lassera peut-être mais ce n'est pas sûr, car, comme pour les westerns, les réalisateurs trouvent toujours quelques nouvelles variations.

Un vaisseau spatial d'exploration échappe de justesse à une force d'attraction extraordinaire. Ses passagers se réfugient sur une station mystérieuse, dirigée par un savant mégalomane, un « méchant » qui commande une redoutable armée de robots aussi peu sympathiques que lui.

L'ambition de ce « docteur » est de percer le mystère du « trou noir », qui serait le mystère de la vie elle-même, et donc ainsi d'égaler dieu.

Les bons naufragés sentent qu'il ne leur sera pas facile d'échapper aux griffes du docteur. Heureusement ils peuvent compter sur deux gentils robots qui ne s'entendent pas du tout avec les brutes d'acier. Ceux-ci commencent par se défier au billard électronique avant de régler leurs comptes de façon plus directe à grands coups de poings articulés, dans des corps-à-corps dignes du noble art, et finissent par se battre à la perceuse !

Après tous ces combats, l'aspiration dans le trou noir n'est qu'un mauvais moment à passer. Les « bons » en réchapperont et pourront retourner chez eux.

Le film est riche en action, s'il n'est pas très original, et les personnages humains paraissent bien plus effacés que leurs robots.

Yvette BLONDIN

« Sauve qui peut (la vie) » de Jean-Luc Godard

Le côté souvent pesant des films à message, ce sont les démonstrations longues et ennuyeuses d'idées qu'on avait d'emblée comprises.

Godard, dans *Sauve qui peut (la vie),* a totalement évité cet écueil. Il nous fait bien signe qu'il dit des choses importantes, mais bien malin qui devine. Le suspense en ce domaine dure tout le film et bien après.

On comprend bien sûr que, pour le couple, c'est foutu ; que, pour les hommes, rien ne va plus ; que pour les femmes, c'est un peu mieux, puisqu'il leur reste un sens de la survie et une faculté de communiquer entre elles. Mais tout ce pessimisme fait bien vide.

Et il ne faut pas trop compter sur les dialogues pour se guider : ils sont elliptiques, hachés, volontairement allusifs. Cela devrait sans doute donner une portée toute philosophique aux mots et aux images, mais il faut bien dire qu'au bout d'un petit moment tout ce fatras snob et sophistiqué de Godard devient lassant.

H.M.

« LES CHEMINS DE LA NUIT » de Krzysztof Zanussi

Un régiment allemand est cantonné dans le domaine d'un noble polonais durant l'automne 1943. Le film est centré sur l'un des officiers, cultivé, mélomane, qui aimerait trouver dans l'art un lien avec ses hôtes forcés, et particulièrement avec la comtesse dont il est amoureux. Mais pour elle, il est d'abord l'ennemi.

Le film s'attache surtout à développer la psychologie des deux personnages. Le peu que l'on voit sur la lutte des partisans polonais et la répression exercée par l'armée allemande suffit, cependant, à rendre encore plus inintéressants les états d'âme de cet officier qui font l'essentiel du film.

M.B.

Sélection

Films récents...

CHER VOISIN
de Zsolt Kezdi-Kovacs.

En Hongrie, à Budapest, un locataire combine pour s'emparer de quelques mètres carrés supplémentaires afin d'agrandir son appartement.

L'Epée de Bois 5e (vo). Olympic Entrepôt 14e (vo).

LE DERNIER MÉTRO
de François Truffaut

Une troupe, unie par une même passion du théâtre, se bat pour créer une pièce malgré les difficultés, l'intolérance et l'antisémitisme durant la guerre et l'Occupation.

Gaumont les Halles 1er. Berlitz 2e. Gaumont Richelieu 2e. Quintette 5e. Saint-Germain Huchette 5e. Elysées Lincoln 8e. Paris 8e. St-Lazare Pasquier 8e. Athéna 12e. Gaumont Sud 14e. Montparnasse Pathé 14e. Sept Parnassiens 14e. Cambronne 15e. 14 Juillet 15e. Paramount Maillot 17e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

FAME
de A. Parker.

Aux USA, des jeunes rêvent de devenir « quelqu'un » dans le monde artistique. Une comédie musicale pleine de vie et d'optimisme.

Movies Les Halles 1er (vo). Impérial 2e. Hautefeuille 6e (vo). Montparnasse 83 6e (vo). Marignan 8e (vo). Mistral 14e. Convention 15e. Gambetta 20e.

MA BRILLANTE CARRIÈRE
de Gill Armstrong.

Une jeune paysanne, recueillie par sa riche grand-mère, se révolte contre l'éducation sclérosée, la morale victorienne qu'on veut lui imposer. Un film qui a pour décor l'Australie du XIXe siècle.

UGC Odéon 6e. UGC Normandie 8e (vo).

THE ROSE
de M. Rydell.

D'après la vie de la chanteuse de rock Janis Joplin, un film sur la déchéance d'une star.

Balzac Elysées 8e (vo). Kinopanorama 15e (vo).

PILE OU FACE
de Robert Enrico.

Une enquête policière où se rencontrent deux personnages très semblables.

Bretagne 6e. Biarritz 8e. Caméo 9e.

...et moins récents

AMERICA, AMERICA
de Elia Kazan

Deux jeunes Turcs veulent s'embarquer pour les Etats-Unis. Le mythe et la réalité...

Olympic Saint-Germain 6e (vo). Saint-André-des-Arts 6e (vo). Olympic 14e (vo). 14 Juillet 15e (vo).

LE TROUPEAU
de Z. Okten.

Un très beau film sur la Turquie contemporaine au travers de la vie d'une famille de nomades.

Studio de la Harpe 5e (vo).

HAIR
de Milos Forman.

Une promenade dans le milieu des hippies contestataires américains pendant la guerre du Vietnam.

Palais des Arts 3e (vo).

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE
de Dalton Trumbo.

Un violent réquisitoire contre la guerre.

Studio Cujas 5e (vo). Lucernaire 6e (vo).

LE CHAGRIN ET LA PITIE
de Marcel Ophüls.

Chronique d'une ville française sous l'Occupation. Une population pétainiste, un peu raciste : loin des mythes de la Résistance. Le film dure 4 h 30.

Panthéon 5e.

MOLIERE
d'Ariane Mnouchkine (1re et 2e épisode).

La vie de Molière et de sa troupe.

Calypso 17e.

LA RUE DE LA HONTE
de K. Mizoguchi.

La rue des bordels à Tokyo. Une dénonciation émouvante de la prostitution et des conditions qui y conduisent.

14e Juillet 6e (vo). Gît-le-Cœur 6e (vo).

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU
de Milos Forman.

Dans un asile psychiatrique, quand la tradition est bousculée par un simulateur.

Palais des Arts 3e (vo). Paramount Montparnasse 14e.

MACADAM COW BOY
de J. Schlessinger.

Deux paumés, dans l'envers du décor américain.

Champo 5e (vo).

TELE

AUX DOSSIERS DE L'ÉCRAN :

Les assassinats politiques

Les Dossiers de l'écran du mardi 21 octobre avaient pour sujet les assassinats politiques. Le débat fut sans intérêt. Le sujet pouvait laisser espérer que certains problèmes laissés dans l'obscurité seraient abordés.

Quelle responsabilité, par exemple, porte l'impérialisme dans la longue liste d'assassinats d'hommes politiques et de militants africains, en commençant par Patrice Lumumba, assassinat qui fut perpétré par des mercenaires mais auquel la haute finance belge ne fut pas étrangère, en continuant par le meurtre du leader de l'opposition marocaine, Ben Barka, dans lequel furent compromis les services secrets français et en terminant par la mort du leader du Front de Libération du Mozambique, Eduardo Mondiane, tué en 1969 par un colis piégé envoyé par les services secrets portugais ?

On pouvait aussi espérer que seraient évoqués les derniers assassinats politiques commis en France, ceux de Curiel et de Goldmann, dont les meurtriers courent toujours, sans qu'apparamment il soit fait grand-chose pour les retrouver.

Pour répondre à toutes ces questions, il aurait fallu évidemment qu'il y ait ne serait-ce qu'un invité qui veuille mettre les pieds dans le plat. Mais sur le plateau d'Antenne 2, deux historiens respectables, René Dumond et Alain Decaux, un journaliste anglais réactionnaire, le directeur adjoint de la police judiciaire, Gévaudan, le directeur de l'institut de criminologie, Liauté, et l'organisateur de l'assassinat de Darland, Ragueneau, n'eurent pas tant d'audace.

Le débat tourna d'ailleurs en grande partie autour de l'assassinat de ce même Darlan, certains, comme Liauté, jugeant regrettable que « *des Français tuent d'autres Français* », ce à quoi Ragueneau répondit qu'il s'agissait d' « *un acte de guerre* ». Le débat ne s'éleva guère au-dessus de ce genre de considérations.

Evidemment, Gévaudan éluda par une pirouette l'affaire Ben Barka et aucun invité ne se donna la peine de répondre aux questions des auditeurs qui s'interrogeaient sur les assassinats de Curiel et de Goldmann. René Dumond fit bien une allusion à l'Escadron de la mort qui sévit au Brésil, mais elle fut brève.

Alors, les spectateurs n'ont sans doute pas appris grand-chose sur les assassinats politiques. Si ce n'est qu'à la télévision on préfère ne pas en parler trop précisément. Un petit frisson a quand même parcouru l'assemblée d'Antenne 2 quand Gévaudan a déclaré que les hommes politiques français ne portent pas de gilets pare-balles : voilà qui fut bien la seule révélation de ces Dossiers de l'écran !

Stéphane HENIN

Sélection

Samedi 25 octobre

20 h 30. FR3. Un opéra-bouffe, **Le monde de la lune.** Musique de Joseph Haydn, livret d'après Goldini (en italien sous-titré). Un faux astrologue, Eccitico, persuade le signore Buonafede qu'il peut lui faire connaître la lune. Un somnifère, un changement de décor et il n'en faut pas plus pour que Buonafede se croit sur notre satellite. Un opéra burlesque et très divertissant ; de la science-fiction à la façon du XVIII[e] siècle.

20 h 35. A2. Fantômas. 4[e] et dernier épisode, réalisé cette fois par Claude Chabrol.

22 h 10. A2. Une heure avec Charles Aznavour. Un extrait de son dernier récital à l'Olympia.

Dimanche 26 octobre

20 h 30. TF1. Un singe en hiver. Film d'Henri Verneuil, dialogues de Michel Audiard, d'après le roman d'Antoine Blondin. Avec Jean Gabin, J.-P. Belmondo. Au contact d'un jeune homme qui s'énivre pour oublier, un homme qui a fait le serment de ne plus toucher une seule bouteille, se laisse tenter à nouveau.

20 h 30. FR3. 1920-1980, une révolution invisible. Cette nouvelle émission d'une série qui en compte quatre porte sur « notre vie quotidienne ». Elle foisonne d'informations et de faits sur l'insertion du progrès technique dans la vie de tous les jours.

22 h 35. FR3. Les ensorcelés. Film américain de Vincente Minnelli, avec Lana Turner et Kirk Douglas. Un producteur au bord de la ruine réunit des gens désemparés par la vie et va leur faire donner le meilleur d'eux-mêmes. C'est un film sur les acteurs et toute l'atmosphère qui entoure la production hollywoodienne.

Lundi 27 octobre

14 h 40. TF1. En direct du Châtelet. A l'occasion de la réouverture du Théâtre du Châtelet, dénommé à présent « théâtre musical de Paris-Châtelet », seront donnés deux extraits de **La vie parisienne** de Jacques Offenbach. Le Châtelet sera comme avant sa transformation consacré à l'opérette, mais aussi à la danse, aux concerts, l'art lyrique. A la suite de ces extraits d'opérette, une séquence à 16 h 25 retracera l'histoire du Châtelet.

22 h 05. TF1. Débat : **Vaincre le cancer.** Les découvertes les plus récentes seront évoquées par plusieurs grands professeurs : Lucien Israel, Claude Jacquillat et Maurice Tubiana.

Mardi 28 octobre

20 h 30. FR3. Cycle grands werterns : **La dernière chasse.** Film américain de Richard Brooks. Charley et Sandy se sont associés pour chasser le bison. Mais Sandy découvre le goût de Charley pour la violence aveugle surtout à l'égard des Indiens. Le film évoque de façon émouvante le massacre de ce peuple.

20 h 40. A2. Les Dossiers de l'écran : **Le président est gravement malade.** Ce film a pour sujet une maladie de Wilson, président des USA durant et après la guerre de 14-18. Cette maladie resta secrète, l'entourage du président craignant que cela put être un obstacle à la création de la SDN, projet cher à Wilson.

Le débat portera sur « les maladies qui ont (peut-être) changé l'histoire ». Passionnant !

Mercredi 29 octobre

21 h 50. A2. Alain Decaux raconte **Monsieur Lafont de la gestapo française,** ou comment un truand, côtoyant le Tout-Paris officiel, réussit et prospéra sous l'Occupation.

22 h 40. TF1. Les bruits du monde. Série de quatre émissions qui tente un portrait de l'homme d'aujourd'hui à travers les éléments sonores.

Pêle-mêle, on nous fait rencontrer un directeur d'une usine de musique scientifiquement programmée pour stimuler la rentabilité sur certains lieux de travail ou apaiser les usagers du métro : on nous montre une usine où les ouvriers, pour qu'ils n'entendent pas le vacarme des machines, travaillent toute la journée avec un casque branché sur une station radio. Avec aussi le jazzman Art Blakey, Yehudi Menuhin...

Jeudi 30 octobre

20 h 30. TF1. Les chevaux du soleil, série réalisée d'après le roman de Jules Roy sur l'Algérie. Ce 4[e] épisode se situe à l'époque de la guerre de 70. L'armée française a encaissé une défaite cuisante à Sedan contre la Prusse, mais en Algérie elle se montre impitoyable contre les « rebelles ».

Vendredi 31 octobre

23 h 05. A2. Ciné-club : **Adieu Philippine** film de Jacques Rozier sur la jeunesse des années 60.

THEATRE

« Le malade imaginaire »

de Molière

Le Théâtre Sagor vient d'ouvrir ses portes dans le 20[e] arrondissement. L'actuelle programmation, qui doit s'étendre sur l'année, débute par *Le malade imaginaire* de Molière et se poursuivra avec *Le bourgeois gentilhomme.*

La trame du *Malade imaginaire* : Argon, riche bourgeois, se réfugie d'une façon maladive dans... les différentes affections dont il se croit atteint. Il ne jure que par ses médecins, des médecins pourtant aussi ignorants les uns que les autres. A l'époque, Molière avait voulu ridiculiser la fausse science de ces hommes qui n'avaient que la rhétorique et les phrases toutes faites à la bouche et qui, disaient tous les contemporains, tuaient plus de patients qu'ils n'en guérissaient.

La mise en scène du Théâtre Sagor est pleine de surprises et de rebondissements. Il y a des scènes absolument irrésistibles comme celle où le médecin, Diafoirus, accompagne son fils pour le présenter à la fille d'Argon.

Et aujourd'hui, si le sujet a pris quelques rides, il n'en paraît rien tant le jeu des acteurs du Théâtre Sagor est vif, pétillant du plaisir de jouer la comédie.

Un spectacle à aller voir.

Stéphane HENIN

Le Théâtre Sagor, 25, rue Boyer, Paris 20[e]. Soirées jeudi, vendredi, samedi, dimanche 20 h 45.

« Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ? »

de Nâzim Hikmet

Nâzim Hikmet est un poète qui a été membre du Parti Communiste Turc. Dans nombre de ses œuvres, la fraternité, la justice, la révolte, sont toujours présents. Il sait, avec humour, lyrisme et poésie, appeler les opprimés du monde entier à se battre.

En 1930, année où il commence à écrire sa pièce *Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ?*, Nâzim Hikmet est exclu du parti. Dans le même temps, Maïakovski, le célèbre poète russe, auquel il fut lié, écœuré par le stalinisme, se suicide.

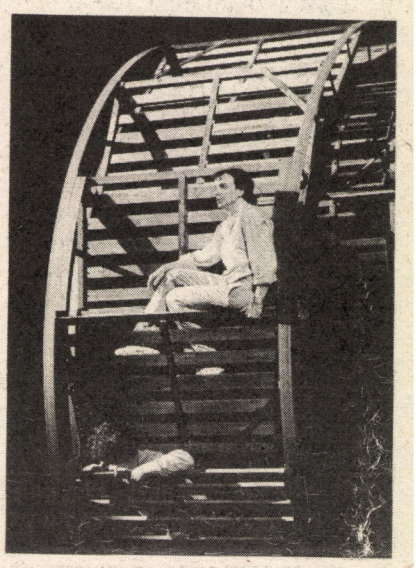
Ecrite dans ces conditions, la pièce semble avoir pour but d'excuser le Parti Communiste d'avoir exclu certains de ses membres. D'ailleurs, Hikmet ne tarda pas à être réintégré dans le parti. Il suivra tous les méandres de la politique stalinienne jusqu'à sa mort en Russie.

Dans *Pourquoi Benerdji s'est-il suicidé ?*, Hikmet met en scène un révolutionnaire indien qui, arrêté avec plusieurs autres communistes, a été le seul à être libéré. Ses camarades l'accusent de trahison. Il se rend finalement compte que c'est sa compagne qui les a dénoncés. Et s'il pense alors se suicider, il n'en fait rien, jugeant qu'il doit continuer à se battre, à militer pour la révolution.

Après avoir purgé une peine de 15 ans de prison, lorsqu'il est libéré, le peuple le suit mais, comme il sent qu'il n'est plus capable d'être leur chef, qu'il risque de freiner le mouvement révolutionnaire, il se suicide.

Jouée au théâtre d'Ivry par la troupe du Théâtre de la Liberté, la pièce est fort ennuyeuse. Et la mise en scène austère accuse tout ce qu'elle peut avoir de schématique et de « réaliste » à la façon stalinienne.

Joëlle GERARD



Pologne

L'ÉPREUVE DE FORCE AJOURNÉE ?

Huit semaines après la signature des accords de Gdansk, deux points de litige restent en suspens : d'une part le retard dans l'application des augmentations de salaires prévues par les accords, d'autre part la reconnaissance officielle des nouveaux syndicats.

C'est sur le premier point que les syndicats indépendants avaient appelé à un arrêt de travail national d'une heure le 3 octobre, dont le succès avait témoigné à la fois de la profondeur du mécontentement et de l'influence des nouveaux syndicats dans la population.

L'action à mener sur le deuxième point devait être discutée, le 20 octobre, à Jastrzebie, en Haute-Silésie, au cours d'une réunion de la commission nationale des syndicats Solidarité.

En fin de compte, la commission s'est séparée en repoussant sa décision au 27 octobre. Il semble que les représentants des syndicats Solidarité aient été divisés sur la question du mot d'ordre de grève nationale pour le 4 novembre dont l'idée avait été lancée auparavant par Lech Walesa et ses camarades. Lech Walesa, lui-même, se déclare maintenant opposé à un tel mot d'ordre.

De fait, le recours à la grève nationale n'est pas une mince décision dans la situation présente. La violence verbale par laquelle le gouvernement polonais avait répondu à l'arrêt de travail du 3 octobre semblait indiquer un durcissement du régime à l'égard du mouvement. Le refus obstiné des autorités de légaliser les syndicats Solidarité en constitue un autre indice. Et pourtant, au même moment, le gouvernement a annoncé la prochaine dissolution du conseil central des syndicats — l'ancien organe directeur des syndicats gouvernementaux —, c'est-à-dire un pas de plus dans la voie de la reconnaissance de fait des syndicats indépendants. Alors pourquoi le gouvernement polonais fait-il preuve d'une telle obstination à refuser d'accomplir ce qui paraît n'être qu'une simple formalité ?

La réponse à cette question, tout comme d'ailleurs la raison de la prudence des dirigeants des syndicats Solidarité, tient peut-être à la tension croissante qui est apparue en Europe de l'Est au cours de ces derniers temps.

D'un côté, il y a eu les nombreuses mises en garde émises à l'occasion de la réunion des chefs d'Etat des pays du Pacte de Varsovie, par exemple celle d'Honecker, président de la République d'Allemagne de l'Est, qui a condamné les *« forces antisocialistes et contre-révolutionnaires qui agissent en Pologne »*. Par ailleurs des mouvements de grève pour la reconnaissance de syndicats libres auraient éclaté dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, en particulier en Hongrie et dans les mines tchécoslovaques.

Or il est certain que ce que l'URSS a pu tolérer en Pologne, elle ne le tolérera pas dans l'ensemble des Démocraties populaires. Que la mobilisation des ouvriers polonais fasse tache d'huile et se répande dans les pays voisins, et le risque d'une intervention russe se transformera en quasi-certitude.

Voilà ce qui explique sans doute le durcissement du gouvernement polonais à l'égard des syndicats indépendants : soit qu'il compte ainsi montrer à l'URSS qu'il garde la situation bien en main ; soit au contraire qu'il essaie d'utiliser la menace d'une intervention russe pour limiter les revendications syndicales ; soit encore qu'il fasse les deux à la fois.

En tout cas, il est probable que les leaders des nouveaux syndicats ont aussi évalué cette situation. Et, dans cette situation de tension, une grève nationale pourrait bien signifier l'épreuve de force, non seulement avec le gouvernement polonais, mais aussi et surtout avec l'URSS. La légalisation des syndicats indépendants vaut-elle de courir un tel risque ? Walesa lui-même a répondu indirectement par la négative en expliquant à plusieurs reprises, au cours de la tournée de meetings dans le sud du pays, qu'on n'avait pas besoin d'attendre cette légalisation pour faire fonctionner les nouveaux syndicats : on pouvait organiser des élections sans attendre que le gouvernement le fasse et mettre sur pied une structure syndicale durable.

Lech Walesa en tournée syndicale dans le sud de la Pologne ces jours-ci. *(Photo AFP)*

Dans la situation présente, on comprend que les dirigeants de Solidarité puissent reculer devant l'épreuve de force en estimant que les risques sont trop graves par rapport à l'enjeu. Car, pour la classe ouvrière polonaise, s'opposer au gouvernement est une chose — et elle a montré qu'elle en était capable — mais faire face à une intervention militaire de l'URSS en est une autre. Sous la menace des chars, la grève générale est une arme, mais une arme défensive qui ne peut être efficace à elle seule que pendant un court laps de temps, et en tout cas qui ne peut pas permettre de remporter la victoire. A elle seule, la mobilisation de la classe ouvrière ne peut suffire, aussi profonde qu'elle soit. Pour s'opposer victorieusement à une intervention russe, il faudrait que la population polonaise s'organise, y compris militairement, et qu'elle s'arme. Il faudrait qu'elle se trouve un état-major constitué de milliers de cadres disposant de la confiance générale, et qui soit capable de la mener au combat et à la victoire. C'est-à-dire qu'il faudrait beaucoup. Alors, que Walesa et ses camarades reculent devant cette perspective (on ne sait d'ailleurs pas s'ils peuvent l'envisager), on ne peut que le comprendre.

François ROULEAU

USA-Iran :

Vers un rapprochement ?

Le Parlement iranien devrait, lors de sa réunion du dimanche 26 octobre, examiner la question des otages américains. S'il faut en croire les propos du Premier ministre iranien Ali Radjaï ainsi que ceux tenus par Carter lui-même, les Etats-Unis seraient prêts à répondre favorablement aux quatre conditions posées par Khomeiny pour la libération des cinquante-deux otages.

Ces conditions sont la restitution à l'Iran de la fortune du chah, l'abandon des mesures de rétorsion prises par les Etats-Unis, le déblocage des avoirs iraniens bloqués aux USA et l'engagement américain de non-ingérance politique et militaire dans les affaires de l'Iran.

« Si le Parlement publiait ces conditions dimanche et si les Etats-Unis s'engageaient à les satisfaire, les otages pourraient être libérés dès lundi », vient de déclarer une des personnalités proches de Khomeiny. Et en écho Carter répond : *« Si les otages sont libérés, je rendrai à l'Iran ses capitaux et je lèverai l'embargo commercial »*. La solution au problème des otages peut donc sembler maintenant proche. Elle pourrait non seulement satisfaire le gouvernement iranien qui verrait accepter publiquement les conditions qu'il pose depuis près de deux ans, mais aussi le candidat aux prochaines élections, Carter, qui aux yeux de l'opinion publique américaine aurait ainsi résolu le problème des otages... à deux semaines de l'élection.

Si effectivement l'Iran parvient à récupérer ses huit milliards de dollars qui se trouvent dans les banques américaines, s'il parvient à récupérer les équipements militaires — d'une valeur de 400 millions de dollars — que le chah avait commandés et payés et qui attendent depuis dans les entrepôts des usines US. Si l'Iran parvient à desserrer le blocus économique des Etats-Unis et des pays occidentaux qui, sous la pression de Washington ont également rappelé leurs techniciens et suspendu leurs contrats, ce serait là une victoire indéniable pour le gouvernement de Khomeiny.

Le candidat Carter, lui, a évidemment intérêt à résoudre au plus vite, avant l'élection du 4 novembre, le problème des otages. Cela lui permettrait, c'est du moins le calcul qu'il fait, de brandir face à son concurrent un atout de taille vis-à-vis de l'opinion publique américaine. Seulement, la politique de Carter n'est pas uniquement dictée par ses seuls intérêts personnels ou, plus exactement, ses propres intérêts ne peuvent être contradictoires avec ceux de l'impérialisme.

En fait, c'est l'évolution de la guerre entre l'Irak et l'Iran qui a placé les Etats-Unis dans une nouvelle position face au gouvernement de Téhéran. Les USA pouvaient, dans les premiers temps du conflit, espérer une victoire rapide de l'Irak, victoire qui aurait affaibli le régime de Khomeiny, voire même entraîné son écroulement. Mais ils doivent bien constater maintenant que l'Irak n'est pas en mesure d'y parvenir. Il s'agit donc pour l'impérialisme d'éviter que le conflit ne se prolonge, ce qui ne manquerait pas d'être un facteur d'instabilité dans cette région du monde. Mais pour tenter de mettre fin à cette guerre, c'est aujourd'hui contre l'Irak que les Etats-Unis, qui n'ont pas de moyen de contraindre l'Iran, exercent leurs pressions.

Cette situation place donc l'impérialisme américain dans une nouvelle position face au gouvernement de Khomeiny. D'autant que Khomeiny lui-même a intérêt maintenant à rompre l'isolement et à avoir de nouveaux rapports avec l'Occident. Et ce qui de part et d'autre était encore impossible hier, l'acceptation des conditions iraniennes pour la libération des otages, devient subitement possible aujourd'hui.

Mais pour en arriver là, pour forcer les Etats-Unis qui des mois durant avaient mené une politique de fermeté à l'égard du nouveau régime à modifier leur politique, il aura fallu que le gouvernement iranien tienne tête, refuse de plier, résiste sans faillir aux pressions tant économiques que militaires et en particulier à la guerre que lui livre aujourd'hui l'Irak.

Georges LATTIER

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450